CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

GENEVE VILLE DE CULTURE

OCTOBRE - NOVEMBRE 2024

64

LA CULTURE SINON RIEN

SYLVAIN THÉVOZ
DÉPUTÉ
COORDINATEUR *CAUSES COMMUNES*

Dans une période de casses sociales et de tensions où, à l'aube des municipales, une droite toujours plus décomplexée s'attaque à tout ce qui fait lien social et intelligence collective, le domaine de la culture est en péril.

Les candidat-e-s de droite au Conseil administratif font de la surenchère et empilent les clichés sur le monde culturel en menaçant l'existence même de notre tissu culturel et par ricochet social. Ils oublient, ou peut-être n'ont-ils jamais su, que le domaine de la culture est source de richesse et opportunité de développement pour notre Ville. Source de nombreux emplois, participant à l'attractivité de notre Cité, porteuse d'une riche histoire et reflet des enjeux sociaux actuels, la Culture permet de les travailler et leur donner forme. Toutes les générations sont concernées. Nous ne pouvons simplement pas nous en passer.

En élaborant ce numéro, en partant à la rencontre d'artistes, de responsables d'institutions ; à la découverte de partenaires et de pionnier-e-s, historiques ou tout nouveaux, nous avons été époustouflé-e-s et marqué-e-s par la richesse, la diversité, et la qualité des propositions et projets existants. Nous avons été saisi-e-s par les difficultés actuelles du monde culturel, la rudesse des enjeux financiers, la difficulté à faire émerger et perdurer des propositions face à une offre culturelle considérée comme pléthorique.

Nous aurions pu, voulu faire, un numéro encore plus complet pour donner voix à cette incroyable diversité. Il nous a fallu pourtant nous limiter. Nous tenons à nous excuser auprès de toutes celles et ceux qui se diront peut-être : et lui, et elle, pourquoi ne l'ont-ils/elles pas invité-e-s dans ce journal ? Ce numéro doit être compris comme une invitation à aller voir tout spectacle, toute exposition, franchir les seuils de librairie ou de cinéma, salles de concerts. Genève regorge de magnifiques projets et cette vitalité culturelle nous est essentielle.

Nous sommes à un moment crucial où l'engagement du Canton, suite à la votation de la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique (83% de oui en mai 2019) évolue et où les politiques culturelles mutent. Cela ne va pas sans difficultés. Alors que la Confédération annonce des coupes abruptes dans la culture, que Pro Helvetia est violemment ciblée, plus que jamais nous devons lutter au niveau local pour garantir aux artistes, aux lieux de création, des ressources suffisantes, et réfléchir aux moyens de toucher de nouveaux publics.

Enfin, alors que les rédactions romandes de Tamedia se voient amputer de dizaines de postes à plein temps et que l'on s'interroge sur la force de notre démocratie ; que notre capacité à donner des références aux citoyen-ne-s pour se forger un outil critique et sensible est en péril, ne cédons pas un pouce de notre diversité culturelle. La culture n'est pas un bien de consommation, elle nous est consubstantielle et vitale. La culture sinon rien : un slogan facile ? - Non. Si la droite réalise son projet de l'assécher, qu'est-ce qui nous permettra de faire encore véritablement corps et communautés ?

CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE
Rue des Voisins 15
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève !
Envie de soutenir *Causes Communes* : abonnez-vous !
Envoyez vos coordonnées à psvg@ps-geneve.ch

IBAN CH17 0839 0038 3293 1000 1 (Banque alternative)
à l'ordre de Parti socialiste Ville de Genève, 1205 Genève

Les avis et opinions tenu-e-s par les invité-e-s n'engagent pas le comité de rédaction.

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz
Comité rédactionnel : Olivia Bessat, François Mireval, Dalya Mitri, Noé Rouget, Manuel Zwyssig.
Ont collaboré à ce numéro : Association Animatou, Association Les Scala, Gabriel Alvarez, Joëlle Bertossa, Céline Brun Nassereddine, Collectif du Loup, Comité de l'association de la librairie Fahrenheit 451, Yann Courtiau, Eric Devanthéry, Priscille Dia-Laplace, Camille Dumond, Thuy-San Dinh, Albane Dunand (Schlechten), Laurent Dutoit, Michaël Flaks, Jorge Gajardo, Frédéric Greffet, Olivier Gurtner, Catherine Hess, Gilles Jobin, Sami Kanaan, Christina Kitsos, Matthias Lecoq, Eric Linder, Julie Marmet, Daria Michel Scotti, Michel Pomatto, Claude Ratzé, Claire Renaud, Judith Repond, Estelle Revaz, Nathalie Tacchella, Nicole Valiquer Grecuccio.
Illustrations : La Gonz
Maquette et mise en page : Atelier supercocotte
Impression : Prestige graphique, Genève
Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé

DANSE
POESIE
Cinemas
FESTIVALS
CULTURES ALTERNATIVES
MUSIQUES ACTUELLES
LIBRAIRIES
THEATRES
OOOH WOUAOUH
MUSEES
GENÈVE, VILLE DE CULTURE.
LaBoz'

14 ANS AU SERVICE DE LA CULTURE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Après 14 ans passés au service de la culture, Sami Kanaan, se prépare à passer la main. L'occasion de jeter avec lui un coup d'œil dans le rétroviseur et apprécier les actions menées, les changements entrepris et le travail réalisé.

Dalya Mitri : Quel était l'état des lieux de la culture en ville de Genève lors de ton arrivée à la tête du département en 2011 et à quels chantiers t'es-tu consacré en priorité ?

Sami Kanaan : Quand je suis arrivé, il y avait déjà un paysage culturel très riche et apprécié, mais il y avait aussi beaucoup de tensions. Les différents milieux étaient cloisonnés, qu'il s'agisse des arts, des différentes générations ou des styles et approches. J'ai travaillé à décloisonner ces secteurs pour instaurer un climat plus collaboratif, dynamique, créatif. J'ai aussi mis en place une politique muséale stratégique qui n'existait pas avant, en réunissant les musées et en favorisant la coopération entre eux. Cela a permis de nombreuses initiatives communes, comme la Nuit des musées, des campagnes de promotion ou des coordinations tarifaires. À Genève, on a un public très curieux, mais il ne faut jamais perdre de vue l'importance d'élargir cette audience. On a fait beaucoup d'efforts pour rendre la culture accessible à des gens qui ne sont pas déjà initiés. C'est un travail constant. Par exemple, j'ai lancé des projets concrets dans les musées et les arts vivants pour impliquer davantage les gens. L'inclusion ne se fait pas toute seule, il faut aller chercher les publics et les impliquer dans l'action. Au niveau des infrastructures, on a enclenché un programme de modernisation des bibliothèques, celle de la Cité par exemple. La BGE aux Bastions constitue également un défi majeur, pour lequel un crédit important est en voie de finalisation pour le dépôt au Conseil municipal. Un travail sur les salles de spectacles a également été mené, portant sur l'Alhambra mais aussi le beau projet de la Nouvelle Comédie, ou le Pavillon de la Danse. Au niveau des musées, le MEG est une grande réussite, et le Muséum est en travaux. Cela dit, un projet compliqué reste celui du MAH. J'ai hérité d'un montage de projet verrouillé, avec des clauses non-négociables, ce qui a rendu la situation difficile à gérer. Je suis toutefois satisfait du vote du second crédit d'études, car nous avons réussi à apaiser beaucoup de tensions.

Comment as-tu intégré les enjeux sociétaux dans ta gestion culturelle ? et les enjeux environnementaux ?

Je pense qu'on a tendance à sous-estimer la dimension politique de la culture, notamment l'action publique en la matière. Par exemple, dans des villes déjà frontistes en France, l'une des premières actions des élu-e-s est souvent de changer complètement d'orientation culturelle. Ils vont par exemple intervenir dans les bibliothèques, exclure certain-e-s auteur-e-s et imposer leurs choix à la population. C'est une arme redoutable, surtout dans des lieux ouverts comme les bibliothèques, qui sont des espaces de bienveillance et de diversité. On observe des dynamiques comparables dans certains milieux aux États-Unis, avec des exclusions d'auteur-e-s et une uniformisation des choix culturels. À Genève, heureusement, il y a un consensus large autour de la richesse culturelle. La pandémie a en effet montré à quel point la culture était vitale dès qu'elle nous a manqué en raison des fermetures, et cela a généré une prise de conscience collective. Cependant, il ne faut pas se reposer sur nos acquis. Même si Genève est ouverte, elle reste vulnérable. Il suffit de nommer une nouvelle direction à la tête d'une institution pour que tout change très vite. Aujourd'hui, on ne peut plus parler de culture sans parler de questions sociétales comme la rémunération des artistes, le climat, ou la diversité culturelle. Quand je suis arrivé au Conseil administratif, les discussions tournaient autour du choix des artistes, des spectacles, ou des expositions. Maintenant, on parle également de conditions de travail, de harcèlement, et d'enjeux de société beaucoup plus larges, sans bien sûr perdre l'intérêt pour l'action artistique et culturelle proprement dite. C'est une prise de conscience qui s'est intensifiée ces dernières années. Il est essentiel de continuer à intégrer ces questions dans nos réflexions et nos pratiques culturelles. La diversité est essentielle. Elle ne doit pas être perçue comme une forme d'autocensure. Par exemple, dans certaines productions artistiques, on ne peut plus aborder des thèmes comme le racisme sans impliquer des personnes directement concernées, issues de ces communautés. Cela enrichit la création et permet une approche plus respectueuse et plus ouverte des sujets sensibles. Je peux ainsi citer l'exemple au Grand Théâtre de l'œuvre *Justice*, du metteur en scène Milo Rau, qui traitait d'un scandale d'accidents chimiques au Congo. L'opéra a été co-construit avec des artistes originaires de ce pays d'Afrique, et cela a rendu l'œuvre beaucoup plus percutante. Il y a aussi le Musée d'ethnographie de Genève (MEG), qui collabore avec des communautés d'origine sur l'histoire des collections. Ces initiatives montrent que la restitution ou la réappropriation culturelle est un débat plus complexe qu'il n'y paraît. Souvent, les communautés préfèrent que

l'on conserve les objets, mais en les présentant différemment et en impliquant davantage ces communautés dans le processus. Les musées ont une responsabilité énorme. Ils sont perçus comme des lieux de confiance parce qu'ils offrent une perspective détachée de l'agitation politique quotidienne. Par exemple, le Muséum et les Jardins botaniques sensibilisent aux enjeux du climat et de la biodiversité, et les gens, y compris les jeunes, apprécient énormément cela. Nous avons initié dès 2019 une démarche alliant culture et environnement et nommée «PACE» (ndlr. Plan d'action culture & environnement). Les musées ont réduit leur consommation énergétique en mettant l'accent sur des expositions moins énergivores et locales. La Fête de la Musique est également pionnière dans ce domaine, avec des pratiques comme l'utilisation de verres consignés et de vaisselle non jetable. Les gens jouent le jeu, et cela se reflète dans la réduction des déchets. Nous avons aussi augmenté l'offre végétarienne dans les stands de nourriture. Mais il s'agissait également de mobiliser la culture comme moyen de faire prendre conscience de l'enjeu et de participer à façonner un autre horizon désirable, de changer de paradigme.

Est-ce que cette démarche environnementale est bien accueillie par le public ?

Oui, les gens sont curieux d'essayer des alternatives, et cela fonctionne. Nous n'avons pas forcément supprimé la viande, mais on propose au moins une option végétarienne, ce qui suscite l'intérêt. C'est aussi un travail collectif : mon département s'inscrit évidemment dans le cadre de la stratégie climatique de la Ville et pilote avec d'autres services la démarche pour réduire l'empreinte carbone des manifestations.

Comment la collaboration entre la Ville et le Canton se passe-t-elle sur les enjeux culturels ?

J'ai connu toutes les phases possibles de cette relation. Au début, avec Charles Beer, nous avons pu finaliser la loi sur la culture et établir une déclaration commune ambitieuse en 2013. Cependant, la collaboration a ensuite été mise à mal par des politiques plus divisives. Nous avons malgré tout tenté de maintenir un dialogue constructif. Heureusement, le secteur culturel a bénéficié de l'initiative 167, brillamment adoptée par le peuple. C'est le point de départ d'une nouvelle loi qui est entrée en vigueur en janvier 2024 et qui représente une avancée significative. Bien qu'il s'agisse d'une loi générale, elle pose un cadre pour une meilleure collaboration. Un article clé, l'article 14, précise que nous devons élaborer, concerter et publier une stratégie conjointe, qui sera ensuite soumise au Grand Conseil. Une fois par législature, il est nécessaire de présenter nos intentions, et le Grand Conseil devra se prononcer via une résolution. Je vois cela comme une excellente nouvelle, car cela ouvre des portes qui étaient jusqu'ici fermées en matière de collaboration. Bien sûr, j'aurais aimé obtenir davantage, notamment en termes de financement, mais nous avons tout de même réussi à obtenir un peu plus de soutien du Canton. À long terme, ce que je trouve fondamental, c'est de mieux répartir les charges liées aux grandes institutions culturelles. À ce jour, nous sommes trop isolé-e-s. C'est un enjeu historique que j'ai beaucoup défendu depuis mon arrivée.

Que la Ville porte seule le fardeau des grandes maisons comme le Grand Théâtre ou les grands musées est problématique, car cela signifie que les contribuables de la Ville de Genève portent seul-e-s la charge de prestations qui bénéficient à toute la région. Dans le pire des scénarios, ceci pourrait forcer la municipalité à faire des choix difficiles en raison de contraintes budgétaires. L'opposition entre les grandes institutions et les plus petites est également toxique. Il ne faut pas oublier que les grandes institutions créent de nombreux emplois. Nous pouvons, bien sûr, discuter de la manière dont elles pourraient améliorer leurs pratiques, mais les attaquer ne fait que détruire un écosystème qui comprend non seulement les artistes, mais aussi les technicien-ne-s, graphistes, et autres professions associées. Il est donc essentiel de maintenir une approche équilibrée. En ce qui concerne les conditions de travail dans le secteur, des avancées importantes ont été faites, notamment pour mieux rémunérer les artistes. Cette professionnalisation, loin de dénaturer le bénévolat ou l'esprit associatif, permet de reconnaître la valeur économique de ces emplois, qui représente une part significative de l'économie locale. Je suis également fier de notre travail sur la dimension économique de la culture. Nous avons réussi à démontrer que ce secteur n'est pas seulement un projet socialiste justifiant des subventions, mais qu'il s'agit d'un véritable moteur économique. Par exemple, nos rapports ont montré que la culture est la deuxième branche économique du Canton. Cela a permis de sensibiliser les acteurs & actrices politiques et économiques. L'emploi culturel peut également être un vecteur de développement dans des domaines comme la santé ou l'intégration des migrant-e-s, ce qui est un aspect que nous avons commencé à explorer.

Quel paysage culturel laisses-tu aujourd'hui ?

Aujourd'hui, le paysage culturel est encore plus riche, diversifié et innovant qu'il y a 10 ou 12 ans. Je suis toujours impressionné par la capacité du secteur à générer des propositions dans tous les domaines et sa réactivité. Bien qu'il y ait beaucoup d'offres, le public continue de répondre présent, avec une soif de culture. Un des défis est de renouveler l'offre, notamment dans les cultures engagées. Nous avons aussi développé le soutien à la photographie puis à la création numérique avec notre ligne de soutien pour accompagner les changements de pratiques artistiques. Il y a eu un vrai décloisonnement dans le secteur : par exemple, les directions des théâtres forment désormais un collectif, ce qui permet de mieux structurer le débat ; de même les compagnies indépendantes. Et je suis heureux de voir que la Conférence des musées genevois, que nous avons initiée et qui regroupe tous les musées, publics et privés, fonctionne très bien. Le défi reste de maintenir ce tissu culturel malgré les enjeux budgétaires qui pourraient fragiliser certaines structures. Notre tissu artistique et culturel est en résonance avec les grands enjeux sociaux et climatiques. Je suis confiant que cela continuera. La culture apporte une autre manière d'aborder les enjeux sociaux, sans crispation, et cela est une grande responsabilité que le secteur assume bien.

As-tu des regrets sur ces 14 ans passés au service de la Culture ?

La deuxième législature (2015-2020) a été difficile, surtout lorsque la droite a proposé à deux reprises des coupes budgétaires «à la hache». Mais cela a été réconfortant de voir le soutien populaire lors des deux votations référendaires. Un autre regret est l'échec du projet MAH. C'était une décision difficile, mais c'est la nature des musées : ils touchent à l'identité collective, et cela crée des tensions même au sein des familles. Mais j'espère que le nouveau projet sera mieux accepté. Les rencontres restent la partie la plus enrichissante de mon parcours. Bien que les personnalités du monde de la culture soient souvent passionnées et parfois complexes, ces échanges ont toujours été passionnants !

Et ton meilleur souvenir concernant ces années à la tête du département ?

Il y en a beaucoup, mais la venue des Géants en 2017 reste un souvenir marquant par son ampleur et son originalité. Il y avait beaucoup de scepticisme au début, mais voir 800'000 personnes émerveillées, des petit-e-s et des grand-e-s, a été inoubliable. Un autre souvenir marquant est l'installation de la sculpture de Frankenstein dans l'espace public à la plaine de Plainpalais. Beaucoup craignaient que les gens aient peur, mais c'est devenu une icône. L'art a vraiment le pouvoir de créer du lien.

ÉVEIL CULTUREL DÈS LA NAISSANCE – UN ENJEU D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE

CHRISTINA KITSOS
MAIRE - CONSEILLÈRE ADMINISTRATIVE
EN CHARGE DE LA COHÉSION SOCIALE
ET DE LA SOLIDARITÉ

Alors que les technologies numériques sont omniprésentes, jusque dans l'intimité des familles, il est d'autant plus essentiel de favoriser l'accès à la culture pour tous les enfants dès la naissance. Les activités créatrices et culturelles, les jeux libres et les découvertes artistiques nourrissent les relations, renforcent la confiance en soi, participent au bon développement des enfants et ouvrent un monde imaginaire porteur de paix. L'éveil culturel offre la capacité d'entrer en lien et de former le socle de nos sociétés.

Il a ce pouvoir de transformation et d'émancipation, qui permet de soigner les blessures et de se réconcilier avec l'humain. L'exposition «Déflagrations» au Musée international de la Réforme a montré à quel point les enfants traumatisés par les horreurs de la guerre ont besoin non seulement de protection et de sécurité mais également d'un espace d'expression. L'un d'eux, originaire du Rwanda, avait dessiné la décapitation de son père. Incapable d'en parler tout comme de pleurer, l'enfant a pu par le dessin en faire un récit qui a libéré ses larmes.

L'éveil culturel dès la petite enfance est une priorité. Plusieurs collaborations entre le département de la cohésion sociale et de la solidarité et le département de la culture et de la transition numérique ont développé de magnifiques projets. «Une œuvre, mon doudou et moi» a permis, par exemple, aux enfants de découvrir des œuvres d'art issues du fonds d'art municipal contemporain et de voter pour leur préférée. Elles et ils ressentent des émotions, prennent la parole pour les partager et expérimentent ainsi le droit à la participation. Le Prix P'tits Mômes récompense quant à lui, chaque année, un.e illustrateur.trice et un.e auteur.e jeunesse en se basant sur le vote des enfants entre 2 et 4 ans. Les livres sont une source d'enrichissement personnel et collectif. Les lecteurs.trices entrent dans la complexité du monde, de l'altérité, développent le sens de la nuance et l'empathie en recherchant ce qui nous lie.

Nous célébrons en cette année 2024 le centenaire de la Déclaration de Genève, qui amène à considérer les enfants comme de véritables sujets bénéficiant de droits universels. Pensée et élaborée par une pionnière, Eglantyne Jebb, elle sera adoptée par la Société des Nations et inspirera la Convention des droits de l'enfant des Nations Unies (CDE) de 1989, ratifiée par la Suisse en 1997. Pour marquer cette année particulière, le Théâtre Am Stram Gram, en partenariat avec la Ville de Genève et Terre des hommes, organise la prochaine Agora sur les droits des enfants.

L'accès à la culture dès la naissance pour toutes et tous est un droit incontournable inscrit à l'article 31 de la CDE. Il constitue un pilier fondamental du développement social, cognitif et émotionnel des enfants. Il représente un levier dans la lutte contre les inégalités, un trait d'union de nos démocraties, un enjeu d'égalité et de justice sociale.

VIVRE DE SON ART – UNE SACRÉE LUTTE!

JOËLLE BERTOSSA
PRODUCTRICE DE FILMS, CONSEILLÈRE MUNICIPALE
ET CANDIDATE AU CONSEIL ADMINISTRATIF
DE LA VILLE DE GENÈVE

«Pour réussir, il faut 99% de technique et 1% de génie», voilà ce que répétait un de mes professeurs de cinéma et je trouve cette expression très parlante. En effet, derrière chaque artiste, il y a du travail, beaucoup de travail.
Mais comment font les acteurs et actrices culturel-le-s pour gagner leur vie dans des domaines hautement concurrentiels ? Et bien soyons honnêtes : c'est la galère!

La branche est celle qui détient le triste record d'abandons et de changements de carrière. Les revenus sont largement inférieurs au salaire médian suisse et les inégalités salariales entre hommes et femmes y sont encore plus marquées que dans les autres secteurs économiques.

Contrats à durée déterminée, engagements incertains et manque de financements, vivre uniquement de sa pratique artistique est un véritable défi que très peu atteignent.

Il n'y a qu'un tiers de musicien-nes de Suisse romande qui gagnent leur vie uniquement en se produisant sur scène[1]. Les autres cumulent petits boulots, enseignement et intermittence. Ce statut, qui n'en est pas un (contrairement à nos voisins français), permet à un grans nombre d'artistes de survivre, mais reste trop rigide et peu adapté aux métiers artistiques.

Dans l'audiovisuel, la moitié des étudiantes qui sortent d'une école abandonnent ce métier au bout de 5 ans faute de générer un revenu fixe. Et que dire des plasticien-nes, des danseur-euses ou des arts de la scène?

La Belgique a mis en place un statut d'artiste, lequel, même s'il est basé sur des critères d'entrée exigeants permet ensuite de toucher une somme fixe durant toute sa carrière. Ce statut ressemble à un revenu universel ciblé, qui permet de combler le manque à gagner et de continuer sa pratique artistique, coûte que coûte. Un modèle à suivre pour Genève et la Suisse.

Malgré toutes ces difficultés, les inscriptions dans les écoles d'art sont en hausse constante. Comment absorber toutes ces vocations et comment ne pas alimenter un secteur de métiers forcément précaires ?

La Ville de Genève, sous l'impulsion des milieux concernés, de Sami Kanaan et du groupe socialiste municipal, travaille sur la question des rémunérations des artistes et a pris plusieurs mesures intéressantes dans ce sens. Augmentation des subventions des lieux culturels afin de mieux payer les musicien-nes qui s'y produisent ; de même pour les bibliothèques municipales rémunèrent mieux les artistes invité-e-s ; pérennisation des dispositifs de bourses de création ; augmentation des fonds de création pour les musiques actuelles et les arts visuels et, suite à une motion que j'ai déposée, indexation de 2% en 2024 de la subvention de toutes les associations culturelles. Des avancées sérieuses ont été réalisées. Mais cela ne suffit pas.

Les artistes visuel-le-s et les troupes de théâtre manquent cruellement de locaux, à court ou long terme. Nous devons prévoir des espaces dédiés dans les nouveaux quartiers en développement et prolonger la démarche de Ressources Urbaines[2] en occupant les nombreux locaux commerciaux honteusement vides en ville.

Si les secteurs de la musique de création[3] et de l'art visuel[4] ont effectivement mis en place des barèmes salariaux, nous sommes encore bien loin d'une application généralisée des tarifs par les institutions et autres lieux d'exposition ou de représentation.

Les moyens sont limités, certes, mais notre priorité doit être qu'ils bénéficient aux créateurs et aux créatrices pour qu'ils et elles puissent vivre dignement d'un travail exigeant et nécessaire et continuent à nourrir nos âmes et nos esprits.

1 - Selon l'enquête Musicians' lives, dirigée par Marc Perrenoud maître d'enseignement et de recherche à l'ISS – Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, menée entre 2012 et 2015 auprès de 120 musicien·nes romand·es

2 - www. ressources-urbaines.ch

3 - www. musiquesdecreation-ge.ch

4 - www. travaildesartistes.ch

photo : Nicolas Schopfer

LA CULTURE A UN COÛT !

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Estelle Revaz, artiste réputée par choix et politicienne engagée par nécessité! De quoi nous offrir une analyse en profondeur de ces deux mondes, avec des pistes concrètes et leurs difficultés...

François Mireval : Ton talent de violoncelliste te vaut une grande considération dans le monde de la musique classique. Par ailleurs, depuis la crise du Covid, ton action constante en faveur du monde de la culture et de ses actrices et acteurs contribue à ta réputation dans le grand public, que ce soit à Berne comme Conseillère nationale, ou à Genève où tu coprésides la commission culture du PS. Peux-tu nous rappeler ici les raisons pour lesquelles ce sujet est si important ?

Estelle Revaz : La culture est le fondement de notre humanité. Elle représente aussi un important secteur économique, que ce soit à Genève ou en Suisse. Notre pays est petit et divisé en 4 régions linguistiques. La culture crée les ponts indispensables à la cohésion nationale, elle permet à nos différentes régions de dialoguer. Ce fait est connu et je l'ai personnellement expérimenté à de nombreuses reprises. Une importante question mériterait d'être approfondie, celle de la répartition des tâches dans le domaine culturel. L'article 69 de notre Constitution, qui résulte d'un compromis assez récent, commence par «*La culture est du ressort des cantons.*», et continue en indiquant que «*La Confédération peut promouvoir les activités culturelles (...) et encourager l'expression artistique et musicale (...)*». Enfin, «*elle tient compte de la diversité culturelle et linguistique du pays*». De leur côté, bien des cantons comptent plutôt sur les communes pour prendre en charge les tâches culturelles. Cette dispersion des responsabilités est problématique. Il manque une vraie direction d'orchestre. La Confédération pourrait, ou plutôt devrait, assumer un rôle de coordination qui permettrait d'optimiser les bienfaits de la culture pour notre pays.

Quels sont les enjeux dans ce secteur ?

Les enjeux sont importants. D'une part, il s'agit de renforcer l'impact positif de la culture pour la population ; d'autre part, il s'agit de pouvoir permettre aux actrices et acteurs du monde de la culture de vivre dignement de leur travail. La période de confinement lors du Covid l'a bien montré : la consommation culturelle, sous toutes ses formes, a littéralement explosée, notamment en ligne. Or, cette consommation à outrance s'est faite presque toujours gratuitement. Ce dernier point pose un problème majeur. Qui paie cette apparente gratuité ? En fait, ce sont les artistes, et ce malgré leur précarité extrême ! Rappelons qu'en Suisse, le revenu moyen d'un ou une actrice culturel-le est d'à peine 3300 Frs/mois. Ce montant n'a aucun lien avec la qualité du travail effectué et encore moins avec le talent. On est dans un système où les artistes sont devenu-e-s les mécènes culturel-le-s de la société et ça ne va pas. Malheureusement, il est difficile pour le milieu de dénoncer cette situation parce que le risque de se retrouver «blacklisté-e» est grand.

Certaines municipalités mettent sur pied des festivals dont la programmation fait appel aux talents locaux. Est-ce une bonne idée ?

C'est bien sûr un tremplin important et de telles opportunités doivent être soutenues, pour autant que les artistes soient rémunéré-e-s correctement. En effet, ces festivals sont souvent gratuits pour la population, ou alors avec des billets à prix très réduits. Il faut savoir que les coûts inhérents à l'organisation de tels événements sont élevés. Il n'est pas rare que la recherche de fonds n'obtienne pas les résultats escomptés. Certains frais sont considérés, dans les représentations communes, comme incompressibles. Je pense par exemple aux frais liés à la location des locaux, aux salaires du personnel d'accueil et de sécurité etc. Une fois que les ressources financières sont plus limitées qu'espérées, il est usuel d'utiliser la rémunération des artistes comme variable d'ajustement. Ce n'est pas acceptable. S'assurer que les artistes pourront être équitablement rémunéré-e-s est un préalable nécessaire à l'organisation de tels festivals.

Depuis octobre 2023, tu sièges au Conseil national. Quelles actions légistiques as-tu entreprises ?

Le message principal et essentiel que j'essaie de faire passer tient en quelques mots : la culture a un coût et les actrices et acteurs culturel-le-s méritent de pouvoir vivre dignement de leur travail. Les artistes méritent aussi une protection sociale adéquate. Du côté de la rémunération des artistes, dont nous parlions à l'instant, il n'y a pour l'instant qu'une déclaration d'intention de la part du Conseil fédéral. Il faudra encore batailler pour que ces intentions se traduisent en mesures concrètes. La question de la modernisation des droits d'auteur est par exemple au centre de mes préoccupations. Il s'agit d'un dossier très complexe qui est néanmoins au cœur du problème. Concernant l'amélioration de la protection sociale des actrices et acteurs culturel-le-s, j'ai réussi à faire introduire un article spécifique dans le programme de législature du Conseil fédéral. Nous allons recevoir des propositions concrètes du gouvernement prochainement. Le débat parlementaire qui suivra sera sûrement passionnant.

En-dehors des voies politiques, quelles sont les autres solutions pour permettre aux artistes de vivre de leur art ?

En France ou dans la plupart des pays de l'Est, il existe une tradition de culture d'État. Dans d'autres pays comme les États-Unis ou l'Angleterre, la culture est surtout soutenue par des fonds privés. Chez nous, les artistes doivent jongler entre 3 sources de financement. D'abord, il y a les subventions qui sont encadrées par la loi. Ensuite, il y a les sponsors qui exigent souvent des contreparties. Enfin, il y a les mécènes. Ces gens peuvent êtres des personnes fortunées ou simplement des amoureux et amoureuses de la culture qui apportent leur contribution via des actions de financement participatif. En Suisse, une forme ou une autre de partenariat public-privé pour le financement de la culture est une nécessité pragmatique, dénuée de toute considération idéologique. Le grand enjeu est maintenant de changer de paradigme. Personne ne conteste que le travail éducatif à l'école ait un coût, globalement assumé par la collectivité. Il est nécessaire que la société prenne conscience que le travail artistique a, lui aussi, un coût. Il y a un important travail de sensibilisation à faire à ce niveau-là et ce travail n'a rien à voir avec une vision gauche-droite de la culture ou de la société. En effet tout le monde devrait pouvoir reconnaitre que la culture a un coût, et que ce coût est en fait bien plus élevé qu'imaginé. Ensuite, il sera temps de se demander qui paie. Chaque parti aura alors ses propositions… mais nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

Vous dites que vous entendez souvent « oui, mais on a toujours fait comme ça… ». A-t-on vraiment « toujours fait comme ça » ?

Remontons à Louis XIV, puisque mon violoncelle date de cette époque. En ce temps-là, le seul moyen d'entendre de la musique était d'assister à un concert, en « live » donc. Et ça ne pouvait être que de la musique contemporaine ! Les musicien-ne-s étaient entretenu-e-s par la cour et par la noblesse. Ensuite les musicien-ne-s sont devenu-e-s plus indépendant-e-s, mais ils et elles pouvaient compter sur le mécénat alors très en vogue. Comme je l'ai dit, dans certains pays, l'État a choisi de reprendre le flambeau (ce qui pose un problème de liberté artistique), dans d'autres pays plus libéraux, l'État a décidé de déléguer cette tâche à la société privée (ce qui pose un problème de précarité pour les artistes).

LE SALUT PAR LE STATUT

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

La vie des actrices et acteurs culturel-le-s n'est pas un long fleuve tranquille. Priscille Dia-Laplace, cantatrice devenue enseignante, en décrit les contraintes. Et quand l'artiste est une femme, d'autres difficultés surgissent...

François Mireval : Priscille, tu es actuellement enseignante et doyenne au cycle d'orientation, mais tu as vécu d'abord une carrière de chanteuse lyrique ! Cette trajectoire peu commune te permet de nous parler avec un certain recul de la situation des artistes, que ce soit à Genève, en Suisse ou ailleurs. À travers ton vécu, quelles sont les principales difficultés de ce métier ?

Priscille Dia-Laplace : Commençons par l'essentiel : le statut ! C'est le nerf de la guerre. En Suisse, rien que pour être reconnue comme artiste indépendante, il faut d'abord obtenir un certain nombre de contrats... d'artiste et que ceux-ci soient ensuite validés par l'autorité compétente. Tant que ce n'est pas fait, on reste dans une zone grise. Et même en ayant obtenu ce statut, l'insécurité règne, vu l'absence de tout filet social pour les indépendant-e-s. Concrètement, cela signifie qu'en cas de maladie ou d'accident avant de monter sur scène, les cachets prévus dans le contrat signé sont complètement perdus. En France, il existe au moins le statut d'intermittent, certes fragile, mais qui offre un minimum de protection. En Suisse, le revenu moyen des artistes est d'à peine 3300 Frs. Cette moyenne signifie que bien des artistes gagnent moins que ce montant et leurs conditions de vie sont catastrophiques. C'est notamment le cas des débuts de carrière, avec seulement des petits rôles, peu payés.

Or, il faut bien comprendre que ce métier exige une disponibilité totale, incompatible avec un autre emploi « de sécurité ». Il faut pouvoir préparer et se présenter à des auditions, en payant soi-même le voyage et l'hôtel si c'est dans une autre ville, sans aucune garantie d'être engagée. Si l'on nous propose soudainement de remplacer une autre artiste, malade par exemple, il faut pouvoir partir dans l'heure qui suit ! Et même quand tout se passe bien et qu'un engagement est signé, il y a le temps de préparation du rôle, d'apprentissage des textes et des airs, etc. J'y ajouterais l'indispensable capacité à se créer des moments totalement vides de toute activité et absolument nécessaires pour se ressourcer. Pour pouvoir toucher l'AVS en Suisse et donc bénéficier notamment de l'assurance maternité, il m'a fallu obtenir mon statut d'indépendante en faisant des démarches auprès de l'OCAS et en apportant la preuve d'une activité suffisante (contrats, site internet...) J'arrivais à l'époque à vivre de mon activité et à payer l'AVS, mais je ne gagnais pas assez pour cotiser pour un 2ème et encore moins un 3ème pilier.

En tant qu'artiste femme, à quelles autres difficultés as-tu été confrontée, eu égard à ton genre ?

Le milieu artistique est particulièrement concerné par les comportements sexistes, tout le monde le sait au moins depuis *#me-too*. Personnellement, j'ai travaillé à de nombreuses reprises avec des chefs d'orchestre, parfois très connus, qui demandaient plus ou moins explicitement des relations allant bien au-delà de l'artistique... Comme j'ai toujours très clairement refusé ces pratiques, j'en ai parfois payé le prix par des non-engagements futurs. De manière générale, la position des artistes femmes est toujours plus précaire que celle des hommes, le « pire » étant l'arrivée d'un enfant. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai arrêté ce métier. La grossesse et les premières années de l'enfant sont presque incompatibles avec ce genre de carrière, pour les raisons indiquées précédemment. Comment avoir les moyens, par exemple, de payer logement et salaire à une nounou, quand on arrive tout juste à payer ses propres factures ?

Dans ce contexte plutôt difficile, quelles sont les possibilités d'action des autorités municipales ou cantonales chargées de la culture ?

Pour s'assurer d'une connaissance suffisante du terrain, je proposerais, exclusivement sur une base volontaire bien sûr, un « recensement » de l'ensemble des actrices et acteurs culturel-le-s de la commune. Il importe ensuite de leur mettre un certain

nombre de lieux à disposition, par des gratuités, tels que locaux de répétition ou ateliers. Enfin, divers festivals locaux doivent être régulièrement organisés et produits pour ces personnalités. Les retombées de tels événements peuvent être rapidement importantes, en termes de renommée et de visibilité des artistes.

Il importe aussi de rappeler constamment les conclusions du rapport demandé, en Ville de Genève par Sami Kanaan, sur le poids important (et sous-estimé) de la culture dans l'économie locale : la culture rapporte ! Dès lors, pourquoi laisser surtout les milieux privés en profiter ? De tels revenus doivent aussi profiter aux collectivités publiques ! Au sein du Parti Socialiste Genevois, je m'investis beaucoup avec Estelle Revaz dans la commission culture. Il s'agit de contribuer à faire prendre conscience aux municipalités de l'importance d'offrir, en aussi grand nombre que possible, des bourses à la création ainsi que, je le répète, des lieux adéquats. Et maintenant que le canton a un important rôle à jouer [NDLR : depuis l'acceptation à 83% en 2019 de l'IN 167 « Pour une politique culturelle cohérente à Genève »], et que le Conseiller d'État en charge de la culture est socialiste, nous pouvons l'aider concrètement à mettre en place des mesures efficaces dans ce domaine.

Le parallèle entre culture et sport est parfois évoqué, avec l'affirmation que la première est déjà largement professionnalisée et subventionnée alors que le second souffre du manque de reconnaissance financière, envers les milieux amateurs surtout. Quelle est ton analyse ?

La comparaison est intéressante si elle est détaillée. Dans ces deux domaines, disposer d'une grande force mentale est indispensable, de même que la nécessité d'entraînements parfois contraignants et le soin porté à préserver une bonne hygiène de vie. Cependant, la plupart des sportives et des sportifs de ces milieux amateurs exercent leurs activités dans des clubs, et bénéficient donc souvent d'infrastructures déjà en place et d'autres supports au sein de ces clubs. Les artistes ne disposent en général pas d'équipes ou de clubs puisqu'iels engagent leurs propres frais de voyage et de logement pour seulement tenter, je le rappelle encore, d'obtenir des contrats essentiellement individuels et sans deuxième pilier ni aucun filet social. Il en résulte une regrettable stratification sociale : les artistes qui s'en sortent disposent, soit de moyens importants grâce à quelques gros cachets, soit d'une famille aisée (leurs parents en général). L'injustice sociale qui en résulte est une aberration artistique. De leur côté, les artistes « contestataires », quels que soient leurs talents, perdent des contrats en raison de leur étiquette, ou alors finissent par accepter de subir des comportements intolérables pour obtenir des engagements. Cette perpétuelle balance à équilibrer entre risques à courir et sécurité à trouver demande des nerfs en acier, vu la nécessité permanente d'excellence, dès les répétitions et bien sûr sur scène, alors qu'à l'extérieur les factures n'attendent pas le paiement des cachets pour s'amonceler.

Quels autres facteurs pèsent encore sur les milieux artistiques dont tu souhaiterais nous parler ?

J'en mentionnerai deux. D'abord, les effets de l'âge : avec les années qui passent, il devient plus difficile de récupérer, même après un spectacle réussi, le risque d'accident est plus élevé, ou simplement, la santé est plus fragile. L'alternative se présente souvent ainsi : comme précédemment, obtenir des gros cachets, ou bien disposer d'une famille aisée... ou encore mettre fin à sa carrière. Celles et ceux qui poursuivent leur activité artistique malgré tous ces défis ont donc toute mon admiration. Ensuite, il faut reparler du Covid. Les décisions politiques prises à ce moment, certes basées sur des considérations de santé publique, ont mis en évidence les limites du système. Du jour au lendemain, tout s'est arrêté pour les artistes en raison d'une interdiction de travailler. La culture a été décrétée « activité non essentielle » et je connais plusieurs artistes qui ont dû renoncer à leur logement et retourner vivre chez leurs parents. Je ne le répéterai jamais assez : un statut digne de ce nom est indispensable pour les artistes !

LE SECTEUR DES MUSIQUES ACTUELLES EFFECTUE SA MUE!

ALBANE DUNAND (SCHLECHTEN)
DIRECTRICE DE LA FONDATION ROMANDE
POUR LA CHANSON ET LES MUSIQUES ACTUELLES

La Fondation soutient, forme et accompagne les artistes en Suisse et sur la scène internationale. Elle défend les différents corps de métiers des musiques actuelles et défend le secteur au niveau de l'espace culturel romand et au niveau fédéral.

"Tel le serpent doré qui ondule dans le désert à la recherche d'un sens", si vous trouvez la référence, welcome[1] !, le secteur des musiques actuelles, qui s'est fédéré plus tardivement que le milieu du théâtre ou encore du cinéma, arrive aujourd'hui à la fin d'un cycle ou plutôt au début d'un autre.

Issu-es des mouvements autonomes dès le milieu des années 80, la plupart des artistes et des organisations de ce secteur n'ont que rarement envisagé les collectivités publiques comme des partenaires de soutien à leur activité. Le secteur s'est depuis professionnalisé. Il se fédère et s'organise. Il se pose dès lors des questions de rémunération, là où d'autres branches de la culture ont déjà négocié des conditions de travail et des moyens à la hauteur de leurs besoins.

L'écosystème des musiques actuelles est truffé de relations d'interdépendances et se nourrit des complémentarités entre les différent-e-s acteurs et actrices. Si l'on souhaite améliorer la condition des un-es, il faut également prendre en considération la situation des autres. Il s'agit également de concevoir la diffusion de la musique comme une chaîne comportant différentes étapes essentielles pour le développement et la reconnaissance des artistes en Suisse et à l'étranger. En effet, si le travail de l'artiste est la matière première, le lieu dans lequel il ou elle va se produire, faire une résidence ou avoir régulièrement des contacts sera souvent une salle de concert ou un festival de sa région. Un contenu artistique est aussi peu de choses sans un entourage qui travaille à sa mise en valeur et sa diffusion ; label, agence de booking, management.

Ce milieu a maintenant des attentes et exprime un besoin urgent de résoudre ces questions de structuration, de définition et de négociation des conditions-cadres permettant aux artistes des musiques actuelles, à leur entourage, ainsi qu'à l'ensemble des professionnel-les de percevoir une rémunération plus juste au regard des heures de travail effectuées. Evidemment, à l'instar d'autres conventions collectives ou accords sectoriels, certains débats sont plus virulents et il peut exister des zones de tension entre les différentes parties de cet écosystème. Rome ne s'est pas faite en un jour (ni en un week-end n'en déplaise à Etienne[2]), les accords sur les tarifs et conventions collectives dans le milieu du théâtre ont également pris leur temps et le Suisse n'a gagné l'Eurovision que trois fois en 68 ans.[3]

Des discussions sont menées, notamment à Genève, sur la question de la rémunération des prestations artistiques[4], au niveau fédéral également, et cette ambition apparaît fortement dans la feuille de route des cantons romands. En effet, la conférence intercantonale de l'instruction publique et de la culture, de son petit nom CIIP, a appuyé le besoin de trouver des solutions en matière de déclaration et de sécurisation du travail des actrices et acteurs du domaine de la culture. On observe une ouverture et une écoute nouvelle sur les enjeux et les besoins de notre milieu.

En parallèle, on parle de plus en plus d'épuisement professionnel du côté des artistes et du côté des salles de concert. Les modalités juridiques et administratives, les attentes du public, tout cela dans un secteur globalisé qui va tellement vite accentuent la pression sur les personnes qui travaillent au sein des clubs et des salles de concerts. Il est grand temps de les considérer comme des acteurs et actrices à part entière et d'orienter des soutiens publics à la hauteur d'une part des ambitions de ce secteur, mais aussi et surtout à la hauteur de l'engouement que les musiques pop, hip hop, électro, rock ou punk génèrent auprès des publics.

On parle de soutien financier pour sûr, mais également d'un meilleur encadrement juridique et politique de cet écosystème. Concernant es créateurs et créatrices de musiques, les artistes, le parcours de l'œuvre est de plus en plus complexe. Les plateformes de streaming sont devenues des canaux essentiels et, parallèlement, nous n'avons jamais eu autant de possibilités de partager les œuvres et aussi peu de contrôle sur les schémas de rémunération.

Dans ce sens, il serait temps de parler d'accords sur les contenus mis en avant sur ces plateformes mais aussi d'un cercle vertueux de création de valeur. Si la scène suisse veut pouvoir continuer de produire des artistes de qualité et respecter sa tradition de valorisation des diversités musicales, il faut pouvoir remettre en question la création de valeur et l'argent investi dans la production d'œuvre sur ce petit territoire qu'est

la Suisse. En somme une *Lex Spotify* inspirée en partie de la *Lex Netflix* serait indispensable si l'on veut garder une industrie musicale suisse compétitive et respecter la diversité des propositions artistiques.

Du côté du parlement fédéral, la Fondation CMA porte cette thématique, notamment à travers les postulats de son ancien président Baptiste Hurni [5] ainsi que les différentes plateformes et interpellations médiatiques sur cette question. La France vient d'adopter une taxe streaming, ce qui a eu pour cause de fâcher les plateformes, Spotify en tête, qui a menacé de stopper ses soutiens aux projets favorisant la relève musicale. Si la majorité politique en Suisse n'est pas prête à taxer demain cette entreprise sur les bénéfices réalisés en Suisse, elle doit comprendre que dans le modèle économique de diffusion et d'exploitation d'une œuvre musicale, les plateformes de streaming jouent un rôle prépondérant. A ce titre, il paraît légitime d'injecter des fonds dans des projets et des contenus visant d'une part à rendre visibles les différentes tendances musicales de notre pays mais aussi, d'autre part, à favoriser le développement d'artistes qui seront ensuite écoutées à travers ces réseaux. C'est un système *win -win* comme on dit vulgairement.

L'Office fédéral de la culture se penche d'ailleurs sur cette question et coordonne actuellement un groupe de travail visant à lister les problèmes et besoins et trouver des solutions en concertation avec les plateformes en question.

1-Jim Morrison «Celebration of the Lizard», «Absolutely live-the Doors» 1970

2-Etienne Daho «Week-end à Rome» sur l'album «La notte, la notte» 1984

3-Lys Assia-1956, Céline Dion-1988, Nemo-2024

4-www.fcma.ch/etudes-et-donnees/analyse-des-dispositifs-de-soutien-aux-musiques-actuelles-en-suisse-romande

5-www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20213061

Liens et références :

Etude FCMA et PETZI, novembre 2022
Grrif in da Club-enquête spéciale sur les clubs de musiques actuelles et sur les nouvelles habitudes de consommation de la musique- septembre 2024
www.grrif.ch/sujets/in-da-club/

Conférence intercantonale de l'instruction publique et de la culture du Tessin et de Suisse romande- Vers un espace culturel romand, Stratégie pour un développement d'actions convergentes en faveur du secteur culturel en Suisse romande 2024 - 2030
www.ciip.ch/files/244/Comm_Presse_CDAC/2024_Synthese%20strategie_VF.pdf

FGMC- Recommandations tarifaires pour les musiques de création- 2023
www.musiquesdecreation-ge.ch/wp-content/uploads/2023/09/230926_recommandations_tarifaires_FGMC.pdf

Quiz

1 . EST-CE QUE VOUS ÊTES PLUTÔT RIHANNA, AYA NAKAMURA OU DANITSA ? SLIMKA, DI MEH OU KT GORIQUE ?

2 . LAQUELLE DE CES FORMATIONS N'EST PAS UN DUO ?
BARON.E, LA COLÈRE OU CRÈME SOLAIRE ?

3 . QUI REPRÉSENTE L'IDENTITÉ SUISSE AU NIVEAU ARTISTIQUE EN CE MOMENT ? BABY VOLCANO, NEMO OU LES YOUNG GODS ?

4 . QUEL-LE ARTISTE AIME LA PISCINE ? VARNISH, ISABELLE ADJANI, MAKALA ?

5 . QUI NE PARTIRA PAS SANS TOI ?

6 . QUI SOUHAITE SIMPLEMENT DÉJEUNER EN PAIX ?

7 . QUI A IDENTIFIÉ QUE LES CAMIONS SUR LA ROUTE ÇA FAIT PROUT PROUT (VIVE LES ZONES PIÉTONES) ?

8 . ATTENTION POUR LES CONNAISSEUSES : QUI CHANTE AVEC UNE FOUFOUNE DANS TA BOUCHE ?

9 . QUI A MAL MAIS AIME LES PETITS CHIENS ?

2 . LA COLÈRE - 4 . LES TROIS - 5 . CÉLINE DION - EUROVISION CHANSON
GAGNANTE POUR LA SUISSE EN 1988 - 6 . STEFAN EICHER - 7 . HENRI DÈS - 8 . MARA - 9 . DJ BOBO

Et pour écouter encore plus de musique suisse, la playlist Spotify «Swiss recommandation»

ÉCOMUSÉE DE L'ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL

MANUEL ZWYSSIG
CONSEILLER MUNICIPAL
CO-PRÉSIDENT PSVG

Le Parti Socialiste a récemment fêté Christina Kitsos, maire de Genève pour une année, à l'Association pour le Patrimoine Industriel (API). C'est l'occasion pour Causes Communes de mettre en avant ce lieu qui fait la part belle au patrimoine industriel, fait revivre des machines qu'on croyait appartenir à un passé lointain, tout en invitant les visiteurs et visiteuses à se poser la question de notre rapport à la machine aujourd'hui et dans le futur.

C'est dans un cul-de-sac niché entre le Collège Voltaire et les voies de chemin de fer que nous retrouvons Franck Vacheron, responsable des lieux depuis 7 ans, dans l'écomusée, mémoire vivante d'un patrimoine industriel de plus en plus reconnu par les Genevois-es. En plus des quatre postes salariés (archiviste, administratif, graphiste-imprimeur sur presses anciennes et direction), cette association à vocation sociale et solidaire donne du travail à des étudiant-e-s et à des personnes en réinsertion sociale dans le cadre de ses Brigades d'Utilité Publique (BUP). Elle fait se rencontrer des habitant-es du quartier, des bénévoles, des personnes curieuses de passage, des retraité-es, des migrant-es autour d'une multitude de machines vivantes, utilisées et utiles.

Le domaine de prédilection du lieu reste la typographie, avec ses presses et un fonds conséquent de lettres mobiles en bois et en plomb, et la capacité rare de pouvoir fondre les lettres ou lignes de textes. Afin de ne pas laisser toutes ces belles machines inutilisées, des cours sont organisés régulièrement (typographie, linogravure, photo argentique, reliure, etc.) pour assurer une transmission régulière aux générations futures de compétences qui constituaient, il n'y a pas si longtemps que ça, le socle d'une contribution significative à l'économie genevoise. Mais à l'API, on crée aussi avec les techniques actuelles (3D notamment) de nouvelles matrices : le numérique au service du patrimoine.

Une programmation riche avec des expositions qui changent tous les quatre mois, se consacrant à un objet emblématique de la mémoire suisse, au cours desquelles des artistes, des scientifiques, des artisans, des industriels ou des passionné-e-s, sont invité-e-s à offrir leurs regards sur cet objet gravitationnel. Ces expositions sont par ailleurs régulièrement visitées par les écoles.

À l'heure du tout numérique, l'écomusée est un laboratoire qui redonne des fonctions à des machines parfois oubliées. Il permet aux jeunes et aux moins jeunes de voir en action tous ces objets fascinants et complètement fonctionnels, capables d'imprimer du texte et de graver des images sans ordinateur. Et c'est sans tomber dans un discours passéiste que l'API et les personnes qui l'animent au quotidien nous interrogent sur la place que nous souhaitons collectivement accorder aux arts industriels, sans pour autant nous détourner des progrès sociaux et technologiques.

Enfin, l'API dispose aussi d'un autre lieu patrimonial : l'Imprimerie des Arts, rue des Corps-Saints, à Saint-Gervais, dans lequel sont utilisées des presses typographiques, et où sont exposé-e-s des créateurs et créatrices qui réinterprètent le principe de la série, sorte de galerie de multiples uniques.

Association pour le Patrimoine Industriel (API)
rue du Vuache 25
lundi-vendredi : 10h-18h.

photo : Naphoto

LA CULTURE EST UN TERREAU PARTAGÉ, PAS DES LOPINS SÉPARÉS

OLIVIER GURTNER
CONSEILLER MUNICIPAL

Actrice majeure dans le paysage culturel, la Ville de Genève est sommée de faire des choix et d'arbitrer entre patrimoine et création, entre indépendant-es et institutions. Une manière biaisée de poser le débat, en opposant les protagonistes culturel-le-s à coup de fake news*, de raccourcis et de rancœurs. Chacun-e fait partie d'un écosystème et y participe, de manière créative et complémentaire, et pas dans sa chapelle. Il est essentiel de proposer les conditions d'un débat serein, vrai et nécessaire.*

Genève est une région culturelle fertile, dotée d'équipements de pointe, comme le Pavillon de la danse, le Musée d'ethnographie, la nouvelle Comédie ou les cinémas indépendants et offrant de bonnes conditions-cadre. Des réalisations à porter au bilan du mandat de notre camarade Sami Kanaan, en charge de la culture depuis 2011.

Institutions versus indépendant-e-s, vraiment ?

Dans le débat culturel, certaines voix aiment à opposer institutions et personnes indépendantes, comme si les premières cherchaient à vivre sur le dos des secondes. Les artistes génèrent une activité de qualité et reconnue en Suisse et ailleurs. Genève a vu de nombreux talents reconnus, comme l'architecte Inès Lamunière (prix Meret Oppenheim), les chorégraphes Cindy Van Acker (Anneau H. Reinhardt) et La Ribot, récompensée par un Lion d'or à Venise. Mais les institutions aussi, comme le Grand Théâtre avec le prix *Best opera house 2020* donné par magazine de référence *Opernwelt*, ou Absalon, Absalon !, un spectacle Comédie de Genève salué au dernier festival d'Avignon.

Au-delà de ces trophées, les rôles sont complémentaires : à petite échelle, il faut pouvoir tester des formes, prendre des risques créatifs. De son côté, une institution invite à voir en grand, en offrant aux artistes du temps, de l'espace et du réseau, aussi pour la relève. Cette dynamique est absolument vitale dans l'écosystème culturel genevois.

Patrimoine versus création

C'est l'autre sujet qui revient dans les débats culturels : la lutte supposée entre patrimoine et création, par exemple en musique. Faut-il rappeler que la composition contemporaine est la discipline principale du Concours de Genève, chaque deux ans? On peut rappeler aussi l'exposition *Marcher sur l'eau* au MAH, où la curatrice Jakob Lena Henkl a revisité la *Pêche miraculeuse* de Konrad Witz, première œuvre occidentale où un paysage réaliste –Le Salève– servait de décor à une toile sacrée. Plus largement, le patrimoine c'est tout simplement la création dans la durée. Une pièce de théâtre qui fait une tournée sur dix ans devient répertoire, une sculpture qui entre dans l'espace public devient patrimoine, et tout le monde y a intérêt.

Ces éléments posés n'enlèvent en rien les nécessités fondamentales de renforcer certains aspects de la politique culturelle, comme la durabilité, les égalités, la juste rémunération et les conditions de travail. Par exemple, la sous-représentation des femmes compositrices dans la programmation de l'Orchestre de la Suisse Romande (OSR) reste un problème, alors qu'on sait bien que beaucoup d'entre elles ont été invisibilisées, comme l'a très bien montré l'ouvrage *Mozart était une femme* (2022). Il faut agir, par des projets rassembleurs plutôt que des initiatives aux allures de règlements de compte. L'OSR s'est associé au festival Les Créatives pour le projet Classique et engagé.e.x. Un premier pas dans la bonne direction. Ces enjeux concernent tous les acteurs et actrices de la culture, indépendant-e-s comme institutions, dans le patrimoine ou la création. À ces problèmes systémiques, on doit penser les réponses en tant qu'écosystème, plutôt que chacun-e dans sa chapelle.

NB : cet article reprend des éléments d'analyses d'un billet du même auteur, paru dans La Tribune de Genève, le 6 avril 2024.

photo : Magali Dougados

LE TEMPS D'UN LIVRE

YANN COURTIAU
LIBRAIRE
FONDATEUR DE LA LIBRAIRIE
LE TEMPS D'UN LIVRE

Le Printemps des libraires. C'était en juin 2020, lorsque la quasi-totalité des librairies, réouvertes après deux longs mois de confinement, vécurent une renaissance inattendue.

Cette période, je l'ai traversée au sein d'une grande enseigne de livres située à Lausanne. Deux jours avant la réouverture, nous avions, mes collègues et moi, misé sur une reprise en douceur. Mais non. Nous avons été pris d'assaut, à tel point que nous avions l'impression d'expérimenter une sorte de nouvelle version – jusque-là inédite – de Noël, si ce n'est que l'habituelle clientèle tendue et pressée d'en finir avec le rituel obligatoire des cadeaux était remplacée par un public plus nombreux encore et, surtout : euphorique, joyeux et bienveillant. C'est ainsi que par une de ces charmantes journées d'après-confinement, je devais me retrouver à quatre pattes au-dessus d'une caisse de livres, lorsque j'entendis, distraitement d'abord puis avec une certaine attention, une dame âgée au fort accent vaudois déclarer avec entrain que le confinement et l'ennui avaient transformé la non-lectrice qu'elle était en lectrice vorace et insatiable ! J'avais souri.

Si je vous raconte ça, c'est pour dire que l'envie de lecture, lorsqu'elle implique d'aller dans une petite librairie indépendante par exemple, d'y chercher un livre ou de se faire conseiller, que cette envie de se divertir, d'acquérir du savoir, de s'évader, de ruminer ou de partager un goût pour un langage, une esthétique, un style, peut être provoquée par une situation bien particulière. Le confinement, aussi dramatique pour tout un chacun que financièrement difficile pour de nombreux commerces et restaurants, a été une chance pour les libraires qui ont pu constater, les premiers mois de réouverture du moins, le retour des fidèles et habitué-e-s, accompagné-e-s de nombreux nouveaux visages aux yeux grand ouverts. Le fait d'implanter une nouvelle librairie dans un quartier comme les Eaux-Vives à Genève, a eu un effet quasi similaire.

L'installation du Temps d'un Livre aux Eaux-Vives, en mars 2024, dans la petite rue Du-Roveray. n'a pas été simple malgré une bonne préparation. Il y a eu des revers, mais aussi de très beaux moments, récompensés par un enthousiasme qui, trois mois après notre ouverture, ne fléchit pas. Car oui, les librairies indépendantes s'inscrivent dans le mouvement actuel de retour au commerce de proximité - au local, plébiscité par une partie de la clientèle. Une librairie indépendante permet de dynamiser un quartier, une rue ; elle crée du lien social, elle permet de souder les communautés locales, de rapprocher les générations par le biais de la culture en général et du livre en particulier. Ses libraires tentent d'y inventer des envies de lecture, du partage, du savoir et, pour l'emprunter à Emmanuel Carrère : invitent la lectrice, le lecteur, à *vivre d'autres vies que la sienne*. Ou bien, pour l'emprunter à Virginia Woolf cette fois, de se créer *une chambre à soi* - une maison de lecture.

Une librairie indépendante c'est, comme l'écrivait Blaise Cendrars (au sujet du train, à vrai dire, mais j'aime reprendre cette citation pour l'associer à notre librairie) : «Un lien entre la marche silencieuse de la pensée et l'activité bruyante du monde». C'est dans cet entredeux que nous nous réjouissons de vous accueillir pour vous faire découvrir notre métier, nos livres, nos goûts.

Librairie Le Temps d'un Livre
13 rue Du-Roveray
1207 Genève
+41 22 321 11 00

www.letempsdunlivre.ch

LIBRAIRIE ATMOSPHÈRE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Entrer dans la librairie Atmosphère, ouverte depuis 2016, c'est littéralement embrasser un air nouveau. Dans un espace entièrement boisé, presque intimiste. On retrouve des livres bien entendu, mais aussi des jeux, de la carterie et des objets soigneusement choisis par une libraire de passion, Claire Renaud. Rencontre.

Sylvain Thévoz : Certain-e-s disent qu'il faut être sacrément courageuse pour gérer une librairie aujourd'hui ?

Claire Renaud : Oui, c'est vrai. Nous nous retrouvons à nouveau dans des années difficiles. Le Covid était paradoxalement une parenthèse heureuse. Il a rappelé aux gens l'importance de la lecture. Les gens avaient besoin de recevoir des conseils et rencontrer quelqu'un-e en chair et en os. Acheter sur internet, c'est autre chose.

Quel est votre rapport à votre clientèle ?

L'échange est fort, des affinités se créent. On ne sait jamais qui va passer le seuil. On accueille toujours la personne qui entre, quelle qu'elle soit, c'est donc exigeant. Les gens cherchent parfois quelque chose d'indistinct, une espèce de soutien. Des histoires se racontent par le livre. Le rapport humain est fondamental. Toutes sortes de gens viennent ici. Il y a plus de femmes que d'hommes qui viennent à la librairie. Je crois que c'est vrai ce que dit Elisabeth Badinter : les femmes lisent plus que les hommes. La librairie contribue à une qualité de vie dans le quartier.

La présence physique est déterminante ?

Oui. J'ai un site internet, mais il n'y a pas de commandes directes possibles, ça passe par l'envoi d'un email. J'ai également un blog où je publie mes conseils de livres.

Quels sont les points forts de votre métier ?

Il est très diversifié. Il y a beaucoup d'imprévus. J'adore conseiller et orienter. Il faut évidemment aimer lire beaucoup pour se tenir à la page. Je sais toujours pourquoi j'ai fait venir tel ou tel livre. C'est exigeant. Il y a énormément de livres qui sont publiés. C'est un métier physique aussi, dynamique, on est beaucoup debout. On ne fait pas ce métier pour de l'argent, on a cela dans les tripes.

Des défis ?

La réalité économique. Les gens pensent toujours que l'on a le livre en stock. Si on ne l'a pas, cela prend 3 jours ou 3 semaines pour l'obtenir. J'ai toutefois moins des gens pressés qui veulent immédiatement le livre que dans les grandes enseignes. On travaille dans un autre esprit, une forme d'artisanat sur mesure. Ce qui est difficile, c'est de sacrifier des ouvrages quand on reçoit des nouveautés. Mais on est bien obligé de faire des retours. Ils ont un coût et ne sont pas très écologiques. Des livres finissent donc à la benne. C'est un crève-cœur. Faudrait-il songer à publier moins ? En librairie on bénéficie de petites remises avec des factures à payer à 30 jours. Les débiteurs nous paient à 1 mois voir un mois et demi. Il faut donc une trésorerie pour assurer ce roulement.

Il y a-t-il une solidarité entre les libraires ?

Oui, absolument, on se renvoie les client-e-s sans soucis. Je suis également membre de Livre Suisse qui représente et défend les intérêts des métiers du livre, du Cercle de la Librairie et de l'Edition qui a pour vocation de répandre le goût de la lecture, partager des expertises professionnelles et faire rayonner le livre à Genève. Il est important de s'engager et défendre cette profession passion.

Pensez-vous que les librairies soient assez soutenues ?

Nous l'avons beaucoup été durant le Covid. La presse, Le Temps et La Tribune notamment nous ont beaucoup sollicités, durant cette période. La figure des libraires a été mise en avant. On a immédiatement vu le résultat.

Aujourd'hui, vu que tout augmente à part les salaires, les librairies ne sont plus prioritaires.

Le canton de Genève nous soutient pour nos lectures et dédicaces. Cela nous permet d'accueillir des auteurs et autrices dans de bonnes conditions.

Concernant les éditeurs et éditrices, la librairie leur est essentielle ?

Evidemment. Comment faire sinon pour vendre leurs livres ? Il y a des éditeurs et éditrices qui passent par internet et vendent directement mais c'est maigre. La norme est de passer par des librairies. L'un-e appelle l'autre. Nous avons à Genève la chance d'avoir de nombreux éditeurs et éditrices. Nous accueillons fréquemment leurs auteurs et autrices.

Pourquoi lire un livre ?

La force qu'amène un livre est incomparable. Elle nous poursuit longtemps. Cela fait travailler intellectuellement. Lire fait voyager dans sa tête. C'est une thérapie, une expérience solitaire, qui permet de se concentrer sur autre chose et s'ouvrir à d'autres univers. Quand on lit un livre on n'est pas passif. On interagit constamment et on développe son esprit critique.

Certain-e-s prédisent pourtant la fin du livre

Jamais ! Cela c'est une vieille rengaine. Depuis que j'ai commencé à travailler en librairie je l'entends, mais on ne tuera jamais le livre. On a besoin du papier, de l'odeur, de tenir quelque chose de réel dans la main. Pour moi, la mort du livre n'existe pas !

Librairie galerie Atmosphère
1 Rue Saint-Léger
1205 Genève
+41 22 436 84 42

www.atmospherecestclaire.ch
www.blogatmosphere.ch/
info@librairiegalerieatmosphere.ch

LE BOULEVARD LIBRAIRIE AUTO-GÉRÉE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Librairie autogérée depuis 1975, la Librairie du Boulevard propose des conseils, des rencontres, des manifestations, et surtout offre à toute personne qui en franchit le seuil un formidable accès à un précieux univers culturel.

Sylvain Thévoz : En quoi la structure de la Librairie du Boulevard est-elle singulière ?

Frédéric Greffet : Parce que c'est une coopérative en auto-gestion. A l'origine, en 1975, la librairie était un simple kiosque situé au boulevard Georges Favon. Ce kiosque était très orienté féminisme, et proposait des livres qui ne se trouvaient pas ailleurs. Au moment du départ de sa propriétaire, un groupe d'étudiant-e-s a décidé de reprendre le kiosque et créer une coopérative. Après plusieurs déménagements, elle s'est installée voilà 25 ans ici, au 34 rue de Carouge. La forme de coopérative en auto-gestion n'a jamais changé. Bien entendu, des gens s'y sont succédés, mais le fil rouge demeure. Des structures qui existent ainsi sur un temps long, c'est très très rare. C'est aussi la particularité de cette librairie.

Que signifie dans ce contexte le terme «autogérée» ?

Simplement que l'organisation est horizontale, sans hiérarchie. Le fonctionnement de la librairie est assuré par celles et ceux qui travaillent dans la coopérative, soit les salarié-e-s, les libraires. Il y a aussi plus de 150 coopérant-e-s qui ont déposé un capital appréciable de 1000 francs et disposent de fait de 10% de rabais sur leurs achats. Chaque année, une assemblée générale permet de les réunir.

Quel est l'avantage de cette organisation pour la librairie autogérée ?

Economiquement, les libraires y sont mieux rétribué-e-s que dans des librairies «standards». Le principe d'une entreprise avec des patron-ne-s, des cadres et/ou des actionnaires c'est : toute la valeur ajoutée des salarié-e-s ne lui revient pas, mais elle est partagée avec la direction et/ou les actionnaires. Nous échappons à cet écueil. Nous sommes toutes et tous au même taux horaire. La redistribution de la richesse produite est donc distincte d'une entreprise classique. Cela permet de mieux rémunérer les libraires. Nous ne dépensons pas un centime pour faire de la publicité, etc.

Cela donne-t-il une meilleure résistance à ce projet culturel ?

Oui. Nous sommes à l'abri de l'écueil que si un patron veut vendre, tout peut s'écrouler. Notre structure est clairement optimale pour la pérennité de la librairie. Dans notre secteur, les marges ne sont pas grandes. Il est donc très difficile d'amortir des investissements. C'est pour cela qu'une grande enseigne est la seule à pouvoir racheter plusieurs librairies en Suisse-Romande. Il faut un gros capital pour acheter sans perspective de rentabilité rapide. C'est un fait, quand on ouvre une librairie, on n'a pas de salaire ou très peu les 2-3 premières années. Il faut donc soit avoir les reins très solides, soit accepter de vivre avec très peu.

Etes-vous à la recherche de plus de coopérant-e-s ?

Pas nécessairement. Nous disposons d'une trésorerie saine et d'aucun emprunt bancaire. Nous n'avons pas besoin d'augmenter le nombre de coopérant-e-s pour fonctionner aujourd'hui. Mais tout le monde est bienvenu !

Le secteur du livre est souvent considéré en crise. Vous décrivez une situation saine qui crée de la richesse ?

Oui. Bien sûr, au cours des cinquante dernières années il y a eu des phases de bien et de moins bien. Paradoxalement, le Covid a été une période dorée. Au niveau culturel, nous étions les seul-e-s à être ouvert-e-s. Les gens ne pouvaient pas beaucoup sortir, ils se sont tournés vers les librairies, avec un recentrage sur les activités à domicile. Pendant 2 ans nous avons bénéficié d'une fréquentation hors-normes. Dès 2022, avec la guerre en Ukraine, la hausse de l'inflation, le renchérissement du franc, une instabilité générale a modifié les modes de consommation. Les gens ont acheté beaucoup de livres durant le Covid, la réouverture des frontières, la possibilité de voyager à nouveau, ont conduit les gens à oublier un peu les librairies. Aujourd'hui, la situation est stabilisée, mais c'est dur. Nous sommes plus bas en termes de vente qu'en 2019. Nous n'avons pas de visibilité sur l'avenir.

Pouvez-vous identifier quel-le-s sont vos client-e-s ?

Oui. Ce sont nos coopérateurs et coopératrices, des enseignant-e-s, des universitaires, des habitant-e-s du quartier, des scolaires et des familles car nous avons un grand rayon jeunesse. Notre clientèle nous est fidèle depuis longtemps. Elle vieillit, comme nous. Nous sommes conscient-e-s de devoir renouveler notre clientèle pour pérenniser notre activité. Nous nous efforçons d'atteindre les générations plus jeunes qui lisent moins.

Comment ?

Nous sommes une librairie formatrice. Chaque année, deux apprenti-e-s sont formé-e-s chez nous. Le programme Genève lit nous permet de rencontrer des

classes. Elles viennent dans la librairie et chaque élève peut repartir avec un livre. On constate alors que c'est une première pour certain-e-s jeunes, mais je ne sais pas si on a convaincu beaucoup de jeunes à y revenir par la suite.

Quelle est la place du numérique dans les ventes ?

Nous avons uniquement un site web et une petite rétribution sur les ventes. Le numérique reste anecdotique pour nous. Les gens qui lisent sur numérique lisent également sur papier. Peut-être est-ce moins vrai pour les jeunes lecteurs et lectrices qui lisent beaucoup sur les tablettes, mais sont quand même habitué-e-s à lire sur papier à l'école.

Est-il possible d'acheter des livres en ligne sur le site du boulevard ?

Notre site n'est pas marchand. On peut y commander un livre, mais on ne peut pas le payer en ligne. Livre Suisse[1] a créé une plateforme où les client-e-s pourront sélectionner le livre de leur choix et décider où le retirer, ou se le faire envoyer. Ce système est une alternative pour les personnes qui aiment faire leurs achats en ligne.

Rien ne remplace le contact avec un-e libraire ?

Notre objectif reste évidemment de faire venir les gens dans la librairie, car c'est beaucoup plus riche et puissant en termes de rencontre. Nous voulons continuer d'assurer cette plus-value d'un-e libraire en chair et en os que l'on ne retrouve pas sur un site web.

Avec ces vitrines du Boulevard qui sont très engagées !

Oui. Comme nous avons beaucoup de vitrines, nous essayons de mettre en avant les sujets qui tiennent à cœur aux libraires du collectif, tant sur les plans politiques, sociétaux que littéraires.

Comment définiriez-vous l'option militante du boulevard ?

Dès qu'un-e libraire veut décorer une vitrine, organiser une rencontre (Le Boulevard organise environ 18 rencontres par année !), si personne ne s'y oppose, c'est parti ! L'idée est de nourrir une dynamique créative. Notre côté militant, c'est de défendre des idées progressistes (féministes, anticolonialistes, écologiques, etc). Notre influence porte sur les vitrines, les livres que nous disposons sur les tables. Toutes nos décisions se prennent en collectif.

Tout va bien dans le meilleur des mondes ?

Si seulement ! Notre difficulté porte sur le fait que nous sentons que ce que nous offrons a moins de résonances dans le public. Les écrits sur les enjeux sociaux abondent, mais au niveau de la société on a l'impression que, par exemple, la lutte des classes intéresse moins. Cela, même si de violents rapports de force existent, sous différentes formes. Cet aspect semble pourtant susciter moins de curiosité chez la jeune génération, ou alors pour un nombre restreint et très politisé. On a perdu, au niveau social, de la substance politique et militante.

Si votre ligne sur les luttes sociales est moins à la mode, existe-t-il un risque que vous en changiez ?

Non. La librairie évolue simplement avec la société. Voilà quelques années, il n'y avait pas de polars et pas de bandes dessinées, le rayon féminisme a grandi. La question transgenre est présente. Nous avons une ligne et un projet culturel que nous poursuivons.

Vous sentez-vous soutenu-e-s par les collectivités publiques ?

Oui. La Ville et le Canton sont très proactifs. Nous pouvons organiser des événements grâce à un fonds de soutien. Les commandes des bibliothèques s'effectuent dans les librairies du canton. Chaque économat est libre de commander où il veut, avec une volonté affirmée de faire du local.

Concernant votre environnement immédiat, il y a un projet de rendre la rue de Carouge piétonne, qu'en pensez-vous ?

Nous sommes pleinement en soutien de cette piétonnisation. Nous sommes très favorables à une piétonisation et végétalisation de la rue. Quand la rue du Boulevard du Pont d'Arve a été fermée pour travaux, il y a eu beaucoup moins de bruits et de voitures, mais pas un client en moins.

Cinquante ans d'existence, ça se fête ?

Oui. Nous avons réservé la Parfumerie pour fêter en mars nos cinquante ans ! On aura grand plaisir à vous y retrouver !

1 - www.livresuisse.ch

Librairie du Boulevard
34 rue de Carouge
1205 Genève

www. librairieduboulevard.ch
info@librairieduboulevard.ch

FAHRENHEIT 451 – POUR LA DIVERSITÉ

COMITÉ DE L'ASSOCIATION
DE LA LIBRAIRIE FAHRENHEIT 451

Ouverte à Genève en 2009 six ans après sa création à Yverdon-les-Bains, la librairie Fahrenheit 451 *a été reprise sous forme associative par des proches de son fondateur en 2019.*

Son objectif principal est de promouvoir un rapport au livre différent de celui véhiculé par les grandes librairies ou le commerce en ligne. Car si de nos jours l'accès aux livres n'est plus un problème, les écrits dissidents peinent à rencontrer un large public. Dans l'optique défendue par *Fahrenheit 451*, le livre constitue le premier pas vers une réflexion autonome et un moyen d'échange entre les individus.

Insérée dans le tissu des librairies indépendantes de Genève, *Fahrenheit 451* possède une originalité qui se déploie à plusieurs niveaux.

Fahrenheit 451 est une association à but non-lucratif : tout bénéfice est réinvesti, soit dans l'achat de nouveaux livres, soit dans de nouveaux projets. La librairie est autogérée par un comité élu et renouvelé chaque année. N'importe qui peut devenir membre de l'association et apporter son soutien.

Le catalogue de la librairie est ouvert aux divers courants de l'anticapitalisme, de l'écologie politique, de l'anti-racisme, des luttes LGBTIQ+... Elle est ainsi ancrée dans les enjeux sociaux, politiques et économiques actuels, tout en étant sensible à jouer aussi un rôle de conservatoire de l'histoire ouvrière, syndicale, décoloniale, altermondialiste, féministe, queer...

La librairie est aussi soucieuse de promouvoir la diversité des formes que peut prendre la pensée critique : essais, ouvrages théoriques, historiques, scientifiques, militants, mais aussi romans, bandes dessinées... et autres genres inclassables.

L'engagement socio-politique de la librairie se prolonge dans l'organisation de manifestations culturelles : invitations d'auteurice.x.s, inaugurations d'ouvrages... Cette dimension de son activité s'est d'ailleurs beaucoup développée ces deux dernières années. Rien que pendant le premier semestre 2024, ont été organisées dix-sept rencontres autour de romans, de recueils de poésie, de bandes dessinées, de recherches en sciences humaines, de témoignages vécus... couvrant des thématiques aussi diverses que les luttes décoloniales, le retour du fascisme, la paupérisation dans le capitalisme contemporain, l'injustice ordinaire faite aux populations précaires, le travail dans les abattoirs, les métiers de service, les politiques et expériences de migration, les violences psycho-sociales subies par les personnes racisées, le racisme anti-asiatique, le masculinisme et les réseaux sociaux, l'expérience queer, l'expérience lesbienne, la transitude, les pratiques féministes de l'archive et de l'exposition, les pratiques curatoriales et de recherche en art, la danse contemporaine et les philosophies écoqueer et transféministes.

Enfin, la librairie est aussi un lieu convivial, où l'on ne passe pas seulement pour acheter des ouvrages, mais aussi pour échanger avec les libraires ou les autres client.e.x.s. À *Fahrenheit 451*, l'activité de lecture est considérée comme une occasion de rencontres et d'invention d'une sociabilité renouvelée.

451 Librairie Fahrenheit
Rue Voltaire 24
1201 Genève

www. fahrenheit451.ch

COUP DE PROJECTEUR SUR L'ASSOCIATION LES SCALA

ASSOCIATION LES SCALA

Quand il nous a été proposé de présenter nos salles, nous avons évidemment été enchanté-es de cette opportunité car, si nous aimons à penser que nos cinémas Les Scala, Le City et Le Nord-Sud sont connus de la plupart des Genevoises et Genevois, nous nous sommes rendu compte que l'ensemble de nos activités méritaient peut-être un coup de projecteur.

En effet, en plus de toutes les séances quotidiennes, nous proposons régulièrement des avant-premières en présence des équipes de films, des projections pour les seniors à petit prix, des retransmissions d'opéras et ballets en direct de Londres et des séances RELAX, inclusives et adaptées, entre autres, aux personnes en situation de handicap. Nous ouvrons également nos salles aux classes, du Primaire au Secondaire II, à l'occasion de très nombreuses projections scolaires de films présentant un fort intérêt pédagogique pour les élèves et les enseignant-e-s.

La diversité de notre programmation est le témoin de notre volonté de nous adresser à tous les publics curieux de découvrir des œuvres indépendantes et qualitatives, fenêtres ouvertes sur le monde, qui enrichissent notre perception de celui-ci et notre rapport aux autres. Par sa forme immersive, le cinéma donne la possibilité d'explorer d'autres vies, d'autres réalités, d'autres paysages. Et par son essence collective, il est un lieu de rencontre qui permet de nouer des liens sociaux, indispensables au vivre ensemble, et de favoriser le partage et l'échange de points de vue, essentiels à la démocratie. C'est également dans cet esprit que nous donnons régulièrement la possibilité aux expatrié-es de découvrir des films suisses ou européens sous-titrés en anglais car nous sommes persuadé-e-s que le cinéma est une porte d'entrée universelle sur une culture et une langue.

Nos salles étant situées au centre-ville, nous espérons aussi qu'elles contribuent à faire battre le cœur de Genève et à créer des liens de proximité avec ses habitant-e-s. car la dimension locale de nos activités est primordiale pour nous. Nous sommes, en ce sens, très honoré-e-s du partenariat que nous avons avec la Ville depuis 2 ans et qui permet à ses résident-e-s de plus de 65 ans de bénéficier de séances gratuites en été, lorsque le plan canicule est déclenché. On pense souvent aux salles obscures par temps pluvieux, mais c'est oublier que lorsque les cinémas sont agréablement climatisés, ceux-ci sont des havres de fraîcheur et de dépaysement quand on n'a pas la chance de partir en vacances.

Par ailleurs, il nous semble important de souligner que si nous pouvons compter sur un très précieux soutien de la Ville et du Canton de Genève à travers différentes initiatives et notamment pour l'accès des jeunes à la culture via les projections scolaires et la carte 20ans/20fr, nos salles vivent essentiellement de la billetterie puisque les subventions ne couvrent que 3% de notre budget annuel. Cela met en lumière le formidable travail assuré par nos équipes qui accueillent, 365 jours par an et toujours chaleureusement, plus de 150'000 spectateurs et spectatrices par année, et à qui nous rendons ici hommage.

Enfin, nous souhaitons remercier sincèrement la rédaction de Causes Communes pour cette carte blanche à notre association et espérons qu'à travers ces quelques lignes nous avons pu vous informer et vous donner envie de (re)découvrir les cinémas Les Scala, Le City et Le Nord-Sud.

Cinématographiquement vôtre !

www. les-scala.ch

LE COURT-MÉTRAGE D'ANIMATION COMME OUTIL ESSENTIEL POUR LA PROMOTION DE L'ART ET DE LA CULTURE

ASSOCIATION ANIMATOU

Depuis sa création en 2004, le festival Animatou a su faire ses preuves dans la scène culturelle genevoise. Né dans le cadre de Cinéma Tout Écran, il a rapidement évolué pour devenir un événement indépendant en 2006. Animatou s'est donné pour mission de promouvoir le court-métrage d'animation indépendant, un format alors peu connu du grand public.

Dès ses débuts, le festival a mis l'accent sur l'éducation à l'image, avec un fort engagement envers la transmission des savoirs à travers le court-métrage d'animation. Ce format est au cœur de la démarche d'Animatou. Il permet d'explorer une large variété de sujets tout en s'adaptant à différents publics. Grâce à lui, le festival peut concevoir des programmes sur mesure, qu'il s'agisse d'éveiller les plus jeunes à l'art visuel ou d'aborder des thématiques complexes avec des adultes. En tant qu'outil narratif concis et percutant, le court-métrage d'animation permet d'offrir une diversité d'expériences cinématographiques adaptées à toutes les générations. L'un des piliers d'Animatou est justement sa capacité à s'adresser à tous les publics, des enfants des crèches aux adultes, en passant par les écolier.e.s, les étudiant.e.s et les jeunes patients des Hôpitaux Universitaires de Genève. Chaque année, le festival organise des projections dans des lieux culturels variés tels que le Musée d'Art et d'histoire, la Maison de l'enfance et de l'adolescence (MEA) ou le Centre d'Art Contemporain de Genève. Cette approche vise à décloisonner ces espaces pour rendre la culture accessible à toutes et à tous, et le court-métrage d'animation joue un rôle central dans cette mission de démocratisation.

Compétitions et sélections : l'excellence au cœur du festival

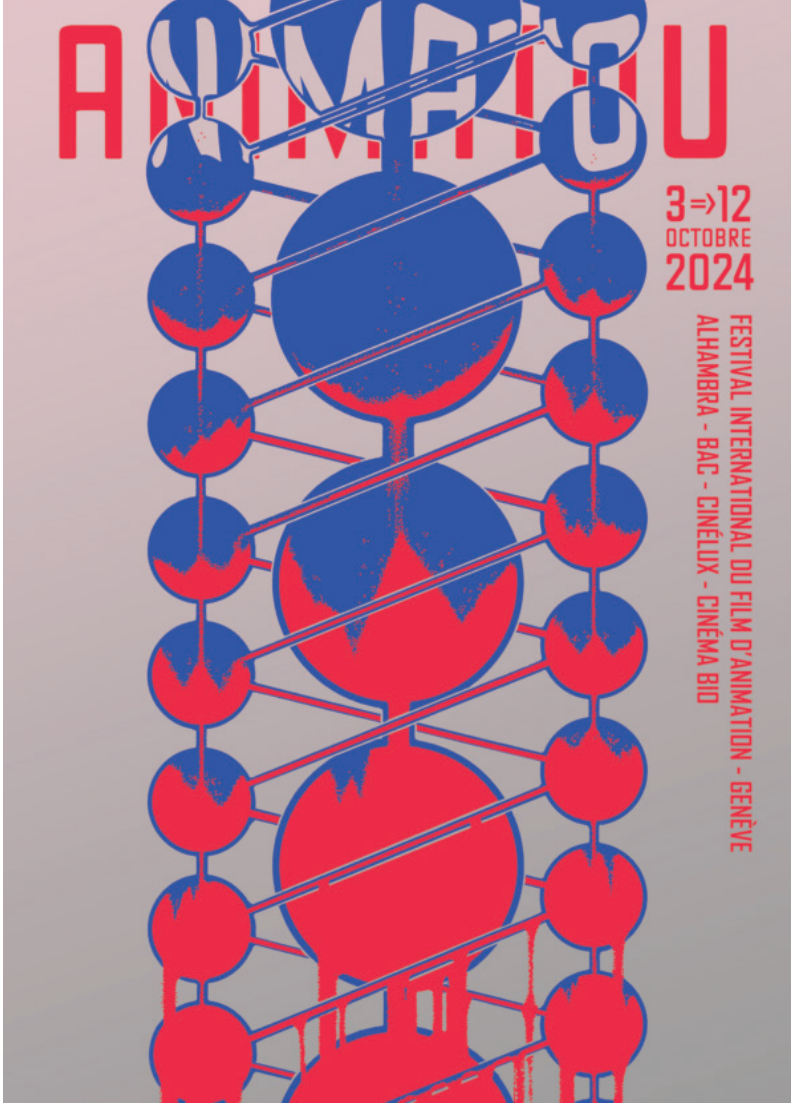
Chaque année, le comité de sélection visionne environ un millier de courts-métrages d'animation pour en retenir un peu plus d'une centaine. Ces films sont répartis dans différents programmes compétitifs selon leur genre et l'âge du public cible. Les compétitions mettent en avant des œuvres de grande qualité, offrant au public une sélection diversifiée et internationale du meilleur de l'animation contemporaine. Pendant le festival, la moitié des spectateurs et des spectatrices est constituée d'enfants et d'étudiant-e-s, tandis que l'autre moitié représente le grand public. Animatou veille à inviter les réalisateurs et réalisatrices des films présentés, favorisant ainsi les rencontres entre artistes, spectateurs et spectatrices, ce qui renforce l'aspect communautaire et éducatif du festival.

Programmes spéciaux et activités annexes : une immersion complète dans l'art de l'animation

En plus des séances compétitives, Animatou propose chaque année des longs métrages en avant-première, des cartes blanches, des rencontres entre hautes écoles d'art et de design, des ateliers, des masterclasses, ainsi que des discussions thématiques. Ces activités permettent de créer un véritable espace d'échange et de réflexion autour de l'animation, abordant des sujets contemporains, souvent complexes. Le festival ne se contente pas de montrer des films ; il engage le public dans un dialogue culturel et artistique.

Collaboration et diffusion : Animatou toute l'année

Animatou ne limite pas ses activités à la période du festival. L'association organise de nombreux événements tout au long de l'année, incluant des séances hors festival et des programmes destinés aux crèches, au pa-



rascolaire et aux écoles. Le festival travaille également en collaboration avec diverses entités culturelles telles que les maisons de quartier, le Centre d'art contemporain de Genève et le Musée d'art et d'histoire pour promouvoir les films d'animation suisses et étrangers. Ce travail de programmation et de diffusion continue assure une présence constante de l'animation dans le paysage culturel genevois.

Le soutien institutionnel : vers une stabilisation et une professionnalisation du festival

Cependant, l'histoire d'Animatou est aussi celle d'un combat pour la reconnaissance institutionnelle. Jusqu'à récemment, l'association fonctionnait grâce à des subventions temporaires, naviguant souvent dans l'incertitude financière. Cette situation, bien que commune dans le secteur culturel, rendait difficile la pérennisation des projets à long terme. Aujourd'hui, un tournant crucial s'opère avec la signature d'une convention quadriennale avec la Ville de Genève. Ce soutien permet non seulement d'assurer une stabilité financière, mais aussi de professionnaliser davantage les activités du festival. Animatou ne cherche pas à s'agrandir indéfiniment, mais plutôt à renforcer ses fondations pour continuer à offrir un contenu de qualité, tout en garantissant des conditions de travail justes à ses collaborateurs et collaboratrices. La reconnaissance de la Ville marque une étape importante, non seulement pour la survie du festival, mais aussi pour l'avenir du cinéma d'animation en Suisse romande. Nous espérons que le Canton rejoindra ce soutien pérenne dès l'année prochaine, reconnaissant ainsi pleinement l'importance de notre travail.

www. animatou.com

affiche 2024 - Thomas Perrodin

UN HORIZON POÉTIQUE POUR LE GRÜTLI

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Le théâtre du Grütli, rebaptisé depuis 2024 Scènes du Grütli rayonne au cœur de Plainpalais, dans la Maison des Arts du Grütli. Voilà un lieu de performance, de création, de passage, bref : de fourmillement. Depuis le 1er juillet un nouveau directeur préside aux destinées de ce lieu, Eric Devanthéry. Quel sera l'avenir de ce lieu ?

Sylvain Thévoz : Comment se passent vos débuts à la tête des scènes du Grütli ?

Eric Devanthéry : J'ai officiellement commencé le 1er juillet 2024 avec une équipe bien en place. Nous posons un nouveau projet, repensons le graphisme, la gouvernance, etc. C'est très stimulant. Nous approfondissons la reconnaissance avec nos voisin-e-s de la Maison du Grütli. Il y a un formidable potentiel, malgré les contraintes et calendriers des un-e-s et des autres. Il manque peu de choses pour qu'une dynamique encore plus forte se mette en place. On veut s'inscrire dans la durabilité. Réduire les empreintes carbones.

Vous arrivez avec une nouvelle vision pour le Théâtre du Grütli ?

Le cœur de mission du Grütli, depuis le début de son existence, c'est de mettre en avant la création locale, régionale. Cette mission va évidemment se poursuivre, avec différents partenariats en Suisse-Romande et probablement des échanges renforcés avec Berne, notamment le Schlachthaus Theater. Le désir de toute direction c'est évidemment toujours d'avoir un public le plus diversifié possible. Historiquement, il a toujours coexisté, au Grütli, des formes plus radicales, performatives, et d'autres plus narratives. A la réflexion, je trouve cette distinction peu pertinente. Il y a des créations extraordinaires au cœur des formes les plus abstraites comme dans les formes plus classiques. Comment abolir les genres alors ? Notre parti pris est de nous orienter sur des horizons poétiques. Tout cela est encore en construction. Disons que j'ai emprunté à la littérature trois titres d'œuvres qui donneront un peu le la de nos saisons. La première demi-saison aura lieu de janvier à juin 2025. Elle s'appellera *L'arbre-monde* à partir d'un livre de l'auteur étasunien Richard Powers. La deuxième saison s'appellera *Les Racines du ciel*, immense livre de Romain Gary. La troisième saison terminera le cycle et s'appellera *Un Lieu à soi* en hommage à Virginia Woolf, avec la perspective que dans trois ans, les publics, les artistes pourront se dire : oui, ici, il y a un lieu à soi. Ces trois saisons plongeront leurs racines dans le territoire local pour se déployer. Nous aurons également des tables communes pour que les gens puissent manger avec les artistes travaillant dans le théâtre. Enfin, en nous inspirant de Ruwen Ogien et son livre *L'influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine*, nous aurons 4 matinées de philosophie avec un espace pour les enfants jusqu'à 12 ans et un pour les ados et adultes.

Avec une volonté de sortir des murs du théâtre ?

Oui, avec un concept de pop-up pour déployer une petite branche des Scènes du Grütli sur le territoire genevois. L'objectif est de proposer des formats accessibles pour aller toucher des primo spectatrices et spectateurs. Un exemple : travaillant sur des poèmes de Jack Kerouac, un comédien et un musicien, dans une serre du Conservatoire et jardins botaniques, durant l'équinoxe de printemps, viendront surprendre les personnes qui se trouvent en ce lieu, avec l'idée, pourquoi pas, de les inviter à venir pousser les portes du Grütli.

Concernant le public du Grütli, a-t-on une idée précise de sa composition ?

Non, pas vraiment. Selon certaines études, le public type des scènes théâtrales est une femme de 35 à 55 ans de milieu socio-culturel relativement élevé. Il n'y a pas d'outils statistiques mis en place pour jauger du public, mais il y a le ressenti des gens qui sont dans les théâtres. J'aimerais que l'on ait un public entre 10 et 110 ans et entraîner des publics à venir voir un spectacle, puis à en voir d'autres.

Supportez-vous une pression pour que les salles soient pleines ?

La pression, c'est celle que l'on se met. Il est important pour nous d'avoir des salles pleines, car c'est l'objectif de chaque artiste d'avoir des salles pleines. Il n'y a pas d'obligation de remplir pour faire du chiffre. Le rapport entre la billetterie et le budget total est marginal. Avec deux salles de 100 et 150 places, ce sont des petites jauges, donc que ce soit plein à craquer ou juste rempli, cela fait de petites différences. Nous ne sommes pas comme à La Comédie ou au théâtre de Carouge avec des salles de 400, 450 places, et donc où la différence entre une salle comble ou pas est énorme. C'est la Ville de Genève qui finance les Scènes du Grütli et les fait vivre comme un théâtre public. Je chéris ce terme de Théâtre public qui est extrêmement important.

Pourquoi est-il si important ?

Le théâtre public permet de ne pas avoir une pression existentielle sur le nombre de personnes qui vont venir voir un spectacle. On peut défricher, explorer, proposer de nouvelles formes. Nous ne sommes pas obligé-e-s de servir au public ce qu'il connaît immédiatement. Nous n'avons pas la nécessité de lui donner du même et c'est une

grande liberté. La garantie du théâtre public, c'est son indépendance. Nous n'avons pas de pression pour faire du chiffre et visons donc une éducation citoyenne, culturelle. Cela nous permet aussi de ne pas vendre des billets à 100 francs Si l'on observe les prix des concerts des grandes stars, c'est ahurissant. Nous échappons à la dynamique commerciale.

Quel a été l'impact du Covid sur les arts vivants ?

Les pratiques culturelles ont évidemment changé avec le Covid. Le fait d'avoir accès à des offres pléthoriques sur un écran à des prix dérisoires, a été un grand changement. Il y a un avant et un après Covid, c'est clair, avec une tendance marquée à vouloir réduire le nombre de représentations. On est passé, par exemple, à Genève, à des spectacles qui étaient joués 3 semaines à 10 jours maximum. J'ai pour ma part envie que les spectacles puissent se déployer dans des durées plus longues, afin que le bouche à oreille puisse se faire, et que le travail consacré puisse véritablement se montrer pour sortir d'une certaine frénésie. Jouer cinq jours un spectacle, ce n'est plus possible. Le temps que l'on découvre que le spectacle est formidable, il est terminé. J'ai envie de donner le temps et la disponibilité aux spectacles d'exister.

Que diriez-vous à quelqu'un qui n'est jamais venu voir un spectacle de théâtre ?

Je lui dirai de venir essayer. Dans les arts vivants, fondamentalement, il y a toujours au moins une personne vivante devant une autre personne vivante, c'est cela qui est unique. Et cette co-présence dans un même espace est d'une puissance folle. On ne peut pas télécharger un spectacle, il est différent chaque soir. Ce qui reste de souvenirs d'un spectacle est un joyau. Mes plus grands chocs artistiques étaient toujours dans le vivant. J'y inclus le cinéma, car on est encore en coprésence dans une salle obscure. Je n'ai aucune peur que le théâtre, la danse, la performance disparaissent. C'est un besoin fondamental, depuis la nuit des temps.

Culture et sport sont souvent opposés. Il y a-t-il des lieux culturels et sportifs qui oeuvrent pour défendre des scènes communes ?

Je ne sais pas vraiment quelles pourraient être les perméabilités entre un public de spectacles de danse et de football. Elles ne sont peut-être pas si grandes, pour des questions de salles, de classes sociales, etc. Mais le sport, c'est encore du vivant, et il est fondamentalement différent d'aller au stade que de regarder un match derrière son écran. Même si pour moi, ce n'est pas artistique, je comprends que certain-e-s défendront le fait que cela peut-être un art. On peut le discuter. Les émotions vécues dans un stade peuvent être très puissantes. Une différence, c'est peut-être l'échelle et le nombre de personnes touchées. Au théâtre, on est dans quelque chose d'assez intimiste. Après une pièce on se retrouve, on se parle à quelques-uns. Les artistes arrivent, on peut leur parler, on prolonge l'expérience. Ce qui est produit chaque soir par les interprètes est intense, très peu rentrent chez eux directement après un spectacle.

Vous êtes metteur en scène, vous devenez également directeur de théâtre, qu'est-ce que cela change ?

Mon premier constat, c'est que les sollicitations sont énormes. J'ai toujours été un gros spectateur, mais tout suivre est impossible. Il y a une variété et une qualité de propositions hallucinantes. En termes d'attentes, c'est extrême. J'aimerais évidemment montrer beaucoup, mais des projets entrent en collusion sans que cela ne tienne à la qualité du projet. Il y a donc des renoncements amers. Avec deux scènes, les pop-up qui vont se déployer dans la cité, on aura déjà atteint notre budget. Mieux rémunérer les artistes reste une préoccupation.

Du moment qu'une pièce est choisie, vous avez encore votre mot à dire, comme directeur de théâtre ?

Non, car je laisse pleine licence au metteur, à la metteuse en scène et aux artistes. Mais c'est personnel et très différent selon les directeurs/trices de théâtre. Je n'entrerai jamais avec un regard de metteur en scène sur un projet. J'accompagne uniquement le projet dans une dimension de soin, de bienveillance, pour garantir les conditions les plus favorables possibles à la création. Puisque la Ville garantit la liberté artistique de ma saison, de même, les artistes qui viennent ont forcément la même liberté.

Si on vous dit que Genève est une ville de culture ?

Je suis évidemment à cent pour cent d'accord. Nous disposons d'une offre absolument incroyable.

Pléthorique ?

Non. La garantie de diversités, des formes, thématiques est très importante. Elle existe car chaque lieu à son histoire. Avoir une diversité de spectacles est démocratiquement très important, vital même.

Il y a-t-il des lieux particuliers qui vous inspirent ?

J'ai beaucoup aimé le Maxim Gorki Theater à Berlin. Ce théâtre dégageait une importante réflexion sur la question migratoire, ses propositions n'étaient jamais consensuelles. La Belgique est très inspirante, j'aime beaucoup leur regard sur les pièces classiques. Le Burgtheater à Vienne fait rêver, c'est l'une des scènes les plus importante d'Europe. Le Shakespeare's Globe à Londres est fascinant. Il a été reconstitué en 1997 pratiquement à l'identique de ce qu'il était à Londres en 1599. C'est un lieu très touchant. Je n'ai pas à proprement parler de modèle, mais de nombreuses sensibilités et affinités.

Comment se passent les collaborations avec les autres institutions genevoises ?

Très simplement. Nous discutons d'institutions à institutions. Nous avons des co-productions avec la Bâtie, événement phare de la rentrée. Nous sommes en train de dessiner des projets avec Antigel, ce sera *Smoke* un spectacle de la Compagnie Philippe Saire. Cette année la biennale *Out of the box* sera présente au Grütli avec un spectacle extrêmement fort d'une artiste qui est aussi écrivaine.

Quand sera annoncée la nouvelle saison du Grütli ?

Le 29 novembre ! Nous allons cheminer de l'usine Kugler au Grütli avec des podcasts et nous entendrons un déroulé de la saison. Le son est transportable partout, fluide. Nous suivrons le Rhône pour souligner la présence de l'eau tout au long de la saison du Grütli. Venez!

Scènes du Grütli
16 Rue du Général-Dufour
1204 Genève
+41 22 888 44 88

www. grutli.ch

LE GALPON – PAUVRETÉ PROSPÈRE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Le Galpon, «Maison pour le travail des arts de la scène à Genève» a vu le jour sur le site d'Artamis avant de poursuivre son travail essentiel dans le bois de la Bâtie. Au cœur de son projet artistique se retrouvent 4 axes : la création, la recherche, la formation et la culture active ou les arts citoyens. Mémoires historiques et esprits visionnaires de ce lieu, Gabriel Alvarez et Nathalie Tacchella, aux sensibilités différentes, nous ouvrent les portes de ce lieu unique.

Sylvain Thévoz : Comment se porte le Galpon aujourd'hui ?

Gabriel Alvarez : Il se porte bien. Il est rempli de nouveaux projets artistiques. Le Covid nous a paradoxalement ouvert de nombreuses portes. Les pouvoirs politiques ont pleinement joué le jeu durant cette période Covid. Les subventions ont continué à être versées, le Galpon a continué de travailler. Des initiatives innovantes, notamment à Zürich, se dotant d'un revenu de base pour les artistes ont vu le jour. Nous espérions que cela allait faire bouger des lignes. Nous avons dû déchanter. Au Galpon, nous avons réaffirmé ce que nous défendons depuis notre fondation : que la recherche est constitutive du travail artistique et qu'elle doit être soutenue. La recherche, cela signifie qu'indépendamment de la production, les artistes ont du temps pour réfléchir et explorer un sujet. Cette disponibilité à la recherche est d'ailleurs dans l'ADN du Galpon depuis sa fondation. Nous avons profité du ralentissement du Covid pour y replonger. Pour ma part, depuis 2017, je mène des ateliers de recherche avec de jeunes acteurs et actrices de la compagnie. Personne n'est payé pour ce travail, ce que je regrette, bien que cela ait une forte valeur formative et artistique.

Le Galpon fonctionne comme un espace de résidence ?

GA : Oui, également. Nous avons décidé de réduire la programmation publique à 8-10 spectacles par saison et avons conservé des espaces et du temps pour accueillir des artistes en résidences de recherche. La subvention de la Ville permet au Galpon de fonctionner avec des forces de travail administratives et techniques réduites à l'essentiel. La programmation publique avec 10 créations au maximum permet de bien accueillir et accompagner les équipes artistiques tout en évitant les surcharges incompressibles pour les collaboratrices et collaborateurs du Galpon. En général, nous offrons deux semaines de plateaux et deux semaines de représentations. Le Galpon ne dispose pas de fonds de coproduction et nos apports aux compagnies programmées sont le versement des recettes billetterie, un accompagnement administratif et technique et l'édition des supports de communication. Les compagnies permanentes sont au même régime.

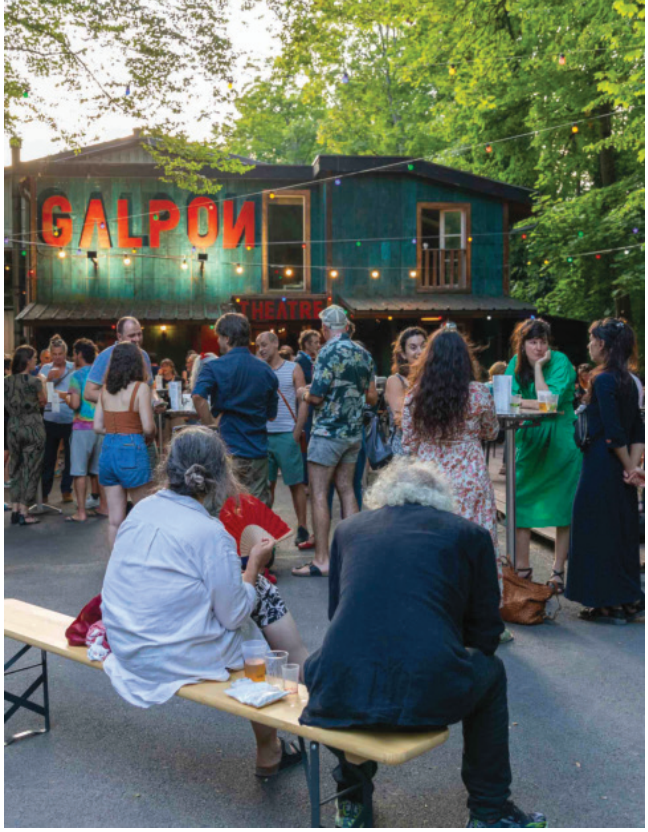
Nathalie Tacchella : Aux compagnies programmées, nous offrons un lieu, des compétences, le plateau et un soutien technique. Nous sommes issus de cette génération qui défend le fait que les artistes sont maîtres de leur création. Ce ne sont pas les produits des lieux. C'est un peu « old style ». Aujourd'hui, ce sont essentiellement les lieux qui produisent et financent. Nous sommes l'un des derniers lieux à ne pas avoir de fonds de coproduction pour la création. On nous l'a proposé, nous l'avons refusé, car nous ne voulions pas de ce pouvoir ou responsabilité-là. Aller chercher de l'argent, pour nous, c'est aussi un acte citoyen et les artistes peuvent le faire. Mais pour la recherche qui n'a pas tout à fait les mêmes règles que la production, nous sommes prêts à le faire, car le lien avec les artistes est alors différent. Nous revendiquons auprès des partenaires politiques un soutien pour la recherche qui a besoin de temps et de moyens. On n'est pas seulement dans des beaux spectacles qui font plaisir à tout le monde.

GA : Nous découvrons les spectacles le jour de la première. Depuis 25 ans, au Galpon, c'est ainsi que les artistes programmés sont complètement autonomes et libres. À une époque, les compagnies qui jouaient ici devaient même payer une location pour jouer ! C'était malsain et la Ville nous a permis de sortir de cela. Les compagnies ne paient plus pour jouer.

NT : Même s'il y a aujourd'hui une réelle prise de conscience des politiques culturelles du besoin de temps de recherche, c'est encore et surtout la production qui est soutenue. Nous travaillons à mettre en place un dispositif qui permettrait d'accueillir ces temps au Galpon avec des financements que l'on pourrait trouver pour les artistes concernés.

Le Galpon est un lieu de vie ?

NT : Oui, et cela a toujours été le cas depuis la création. Le choc du Covid a même accentué cela. Il y a eu un effet Pompéi. Tout s'est figé d'un coup. Le Galpon a ressemblé alors à un mausolée. Mais nous sommes resté-e s dans la maison. Nous nous sommes questionné-e-s sur le fait d'être vivant-e-s, de



faire notre travail. Le Galpon est devenu un lieu de repli durant le Covid. Des gens se sont ré-appropriés la terrasse du Galpon pour y faire du yoga, de la danse, lire ou simplement se rencontrer. C'était devenu leur maison et cela échappait à tout projet de notre part. C'était une forme de résidence sauvage.

Un véritable fourmillement !

GA : L'occupation de la maison est importante. Il y a des gens qui viennent ici finaliser un scénario, pendant que d'autres répètent une autre pièce. Travailler, ce n'est pas que produire un spectacle. Des artistes travaillent ici pour écrire, réfléchir sur un projet, sans perspective de production immédiate. La programmation publique est fondée sur les productions locales. L'expérience nous a montré qu'en raison de nos modestes moyens de communication, c'est l'ancrage local des artistes programmés qui permet d'inciter les publics à la découverte. Les résidences nous permettent de nous ouvrir davantage à l'étranger.

NT : Nous sommes dans les bois, un peu retiré de la Cité, là où se fomentent les choses.

L'histoire du Galpon c'est aussi un espace de résistance ?

NT : Le Galpon est né parce que l'on avait besoin d'un lieu de répétition. On a réhabilité une halle à Artamis. On s'est alors rendu compte que l'on n'avait pas besoin de répéter 365 jours/an. Il y avait donc de la disponibilité pour d'autres et on a prêté les espaces. C'est ainsi que notre espace de travail est devenu un théâtre. La résistance, c'est peut-être de rester autodéterminé-e-s, comme nous le sommes depuis notre rencontre fondatrice.

GA : Nous pensons être un temps en avant des choses, mais on a de la peine à le communiquer. Le Galpon est construit uniquement avec des matériaux de recyclage, nous sommes dans une forêt. Nous vivons une articulation Culture et Nature forte, et cela depuis l'origine. Nous faisions de l'écologie bien avant que cela devienne un critère à communiquer.

NT : Notre écologie est liée à notre histoire, elle est née dans la précarité. Nous recyclons tout. Les ¾ du mobilier du Galpon, c'est du matériel scénique récupéré, et qui repart souvent sur la scène si besoin ! Notre état d'esprit est de prolonger au maximum la durée de vie des objets et équipements.

GA : La Ville souhaite que les spectacles durent plus longtemps. Nous leur répondons que nous voulons avant tout que la vie des artistes dure plus longtemps! Nous voulons mettre au premier plan les conditions matérielles de vie des artistes. Nous pensons qu'il faut dégager davantage de moyens pour que les répétitions et la recherche soient mieux financés. C'est toute la chaîne de création qui doit être soutenue. Nous défendons le travail dans cette maison. *Travaillons, travaillons, travaillons*, c'est l'esprit de la maison.

Concernant le public, le Covid l'a-t-il beaucoup changé ?

GA : Le public est vraiment revenu dans les salles dès 2023. Les gens qui viennent ici, c'est parce qu'ils connaissent des gens dans la production ou en fonction des auteurs et autrices qui sont produit-e-s. Montrer un Beckett, par exemple *En attendant Godot*, c'est le succès assuré. Nous allons montrer un Dürrenmatt, et c'est déjà plein ! Nous effectuons un travail conséquent pour atteindre les écoles, les inviter à venir. C'est un travail de longue haleine. Mais avec un Dürrenmatt, par exemple, les choses se mettent en place facilement. La directrice du Centre Dürrenmatt à Neuchâtel nous a appelé d'elle-même pour que l'on fasse quelque chose ensemble !

On parle public et on tombe rapidement sur le fait de remplir ou pas des salles ?

GA : Remplir des salles n'est pas un enjeu économique. Le privilège genevois, par rapport à toute l'Europe, c'est que lorsqu'une pièce est jouée, les coûts sont censés être majoritairement couverts. Avoir une salle pleine, c'est plutôt une problématique que j'appellerai existentielle. Parce que sans public que vaut votre travail ? Or, le public est versatile. Il est dur pour nous de faire venir les gens dans notre forêt, c'est vrai. Nous avons essayé de créer un axe du miel, avec nos voisins de La Parfumerie, et du Théâtre du Loup, avec un succès mitigé. Peut-être cela va-t-il être relancé. Nous avons demandé une nouvelle signalétique, des discussions s'en sont suivies avec la Ville, mais au final on devait la payer et cela n'a pas abouti. L'éclairage est aussi un enjeu pour nous. Nous sommes dans une certaine pénombre les soirs d'hiver. Cela crée une sensation d'insécurité pour le public. Nous devons mieux réfléchir aux moyens d'accompagner notre public jusqu'ici.

Quel est votre regard sur la diversité culturelle genevoise ?

GA : Les associations font et ont fait Genève. 100% du théâtre à Genève a été créé par les associations et le privé. C'est soit les banquiers soit les punks. Le BFM et l'Usine en sont les figures emblématiques. Créer une association est relativement facile. Cela donne une magnifique énergie. Mais nous constatons l'affaiblissement du milieu associatif sous les coups de boutoirs des normes et de la complexité administrative. Durant le Covid, c'est une association qui a

• • •

mis en place l'aide alimentaire aux Vernets. La queue venait jusqu'ici au Galpon ! Nous préparions les cafés et longions la queue pour donner du café et des biscuits pendant l'attente. C'était hallucinant ces milliers de personnes. Nous trouvons impropre de nommer les associations culturelles «entreprises culturelles». Le langage est important. Petit à petit on veut nous faire croire que nous sommes des entreprises. La Confédération a créé un fonds de transformation. Au Canton, on nous a dit : «faites du théâtre dans les boulangeries, dans les supermarchés, pour vendre vos spectacles». «Filmez vos spectacles, on pourra les passer dans les prisons ou les écoles». Le théâtre est un art vivant, un enjeu de présences. Nous souhaitons faire venir le public ici pour qu'il vive cette expérience.

NT : Toutes les scènes genevoises c'est down to up. Le Forum Meyrin ce sont des habitant-e-s ; Saint-Gervais, un mouvement issu des milieux socioculturels ; l'ADC, La Comédie, le Grütli, La Parfumerie, le Théâtre Am Stram Gram, Le Théâtre de Carouge, le Loup, le Galpon, l'Usine, des artistes ou des associations ; le Poche, le Théâtre des Marionnettes des familles qui transforment leur habitation. Toutes sont nées d'initiatives citoyennes ! C'est une identité forte de Genève. Mais aujourd'hui, même les plus punks des associations, pour pouvoir affronter le quotidien, doivent rentrer dans le cycle administratif. Comment rester en contact avec le désir initial et le faire vivre en avalant parfois des couleuvres et des avalanches de formulaires ? C'est un enjeu. Pour compléter ce que dit Gabriel, des gens faisaient du théâtre dans des espaces non théâtraux et ce choix artistique ne leur permettait pas de rentrer dans les silos existants et d'avoir des soutiens. Pour eux, c'est très bien d'avoir accès à des soutiens possibles. Mais ce qui ne va pas c'est que créer des œuvres hors des espaces culturels dédiés devienne une injonction. Nous n'avons pas créé un théâtre pour ne pas y être !

Vous sentez-vous soutenu-e-s dans votre démarche et singularité ?

GA : Genève n'a jamais eu un programme artistique posé, mais les décideurs étaient à l'écoute des acteurs culturels et les défendait. La tendance est en train de changer. Il est essentiel que les artistes gardent leur rapport politique aux magistrat-e-s et n'aient pas qu'un échange administratif. Les fondations c'est froid et anonyme. Nous constatons qu'un vernis bling bling s'étend. Cela nous inquiète. Nous appelons à défendre la diversité associative, qui était très importante, et que nous croyons menacée aujourd'hui.

NT : On a le sentiment que tout est de plus en plus catégorisé. On nous demande de définir la mission du Galpon. On peut y voir une vertu : être sûr que c'est juste, que cela répond aux besoins et que les choses soient bien faites. C'est louable, mais l'effet pervers c'est d'assigner chacun-e à une place immuable. Nous ne nous reconnaissons pas dans ces étiquettes. Nous voulons défendre le modèle associatif. Nous ne sommes pas des missionnaires et ne pouvons recevoir des ordres de marche. Nous souhaitons répondre à des besoins, suivre la création. Mais aujourd'hui, il faut être très outillé pour naviguer dans les exigences administratives de contrôle. Le poids des démarches est conséquent, y faire face est un défi quotidien.

GA : Il y a dans la mission quelque chose de conquérant. Derrière les mots, il y a toujours des projets politiques. Nous assistons à de nouvelles manières de saisir les choses. Au niveau du social, c'est similaire. A la Jonction, par exemple des petites associations qui demandent des soutiens très modestes doivent désormais créer un compte e-démarche pour réaliser leurs activités. C'est un truc de fou. Ce qui s'est passé à La pointe de la Jonction est un scandale. Il y avait un magnifique bouillonnement citoyen. Au final, le Baroque a emporté un appel à projet et c'est devenu un espace hors de prix dans un quartier populaire.

NT : On doit réfléchir à nos modes de travail. Comment partager les pouvoirs, pour que chacun-e puisse se développer. Il y a une pression sur le risque zéro. Si l'on repense au mouvement squat et à son émergence à Genève, c'est singulier qu'une partie de la droite y ait alors contribué, reconnaissant dans les squatteurs des entrepreneurs (déjà ce mot «entreprise»!). C'est drôle de se souvenir que ce sont des radicaux, des libéraux qui prenaient ce risque, face à leurs pairs propriétaires. C'était une sorte de favoritisme de laisser ces propriétés à des squatteurs. Aujourd'hui c'est difficilement possible. On ne peut plus le faire. Il faut rendre des comptes, s'assurer que la mise au concours était conforme, et ce risque zéro donne une couleur à beaucoup de choses. Le politique doit probablement beaucoup plus se protéger et il est plus compliqué de prendre certains risques. Cela éteint beaucoup la créativité. La question fondamentale c'est : la politique est-elle au service de ce qui se passe ou l'inverse ? Pour nous, ce n'est pas ce qui se passe qui doit être au service d'une politique. Puissent les politiques, de tous bords, rester libres de défendre de grands principes et non des réglementations ! C'est cela le soutien à la diversité !

GALPON - maison pour le travail des arts
de la scèneau pied du bois de la Bâtie,
sur les bords de l'Arve
2 route des Péniches

www.galpon.ch

Photo Erika Irmler

LE THÉÂTRE DU LOUP – 46 ANS DE SCÈNE ET DE COULISSES

COLLECTIF DU LOUP

Le Théâtre du Loup est un lieu de théâtre au sens large, favorablement inscrit dans le paysage culturel genevois depuis plusieurs décennies. C'est un lieu de production et de création, dédié principalement à la Compagnie du Théâtre du Loup - l'une des plus anciennes compagnies suisses (fondée en 1978) - ainsi qu'aux compagnies indépendantes genevoises et romandes.

Le collectif du Loup anime la structure, en créant ses propres spectacles et en programmant des spectacles et événements de qualité, populaires, suivant une ligne éclectique, car collective, mais exigeante. Il fait le choix d'accompagner certains artistes dans la durée et veille également à favoriser la relève. Le Théâtre du Loup abrite également une école de théâtre destinée aux enfants et aux adolescent.e.s, et milite pour la transmission des arts théâtraux et d'un savoir-faire artisanal. Le Muzoo, lieu d'exposition qui présente le travail de la Compagnie du Loup depuis ses débuts, est à ce titre son outil de médiation privilégié. En 2020, le Théâtre du Loup est honoré de se voir attribuer l'un des cinq Prix suisses du Théâtre.

En 1978, pour son tout premier spectacle, quelques allumés même pas trentenaires se lançaient dans une aventure dont ils n'imaginaient pas qu'elle allait durer plus d'une saison : Eric Jeanmonod, Sandro Rossetti, Véronique Berthet, et quelques autres. Ainsi qu'une poignée d'enfants : Simon, Olga, Marc, Myriam, Delphine, Blaise... Ils étaient tout sauf des pros du théâtre mais tous avaient fricoté avec la scène, en musicien, en comédien, en clown, en décorateur, en acteur de rue... Déjà l'éclectisme et le collectif, déjà le mélange des disciplines artistiques et des générations. D'ailleurs aujourd'hui, certains de ces enfants d'alors se sont faits un nom dans le petit monde de la scène et de l'art en Suisse romande. Les pionniers seront bientôt rejoints par une jeune danseuse, Rossella Riccaboni, qui revient d'avoir fait ses classes dans le New York début 80's et par un vieux briscard de la scène, François Berthet, qui a tutoyé aussi bien Patrice Chéreau que Matthias Langhoff. Bien des années et des rivages plus tard, le jeune Adrien Barazzone rejoint le navire pour quelques saisons, bientôt remplacé par la non moins juvénile Margaux Genton, pour se retrouver aujourd'hui dans la cabine de pilotage, avec également Pauline Catry, administratrice.

Pendant ses 15 premières années d'existence, la Compagnie du Loup se produit dans de nombreuses salles genevoises, ou sous chapiteau dans les parcs et festivals comme La Bâtie. Puis, invitée ailleurs en Suisse et dans des festivals de théâtre à l'étranger (Italie, France, Belgique, Canada), elle obtient reconnaissance et est programmée dans les institutions que sont Vidy-Lausanne ou la Comédie de Genève. C'est à l'occasion de son passage dans cette dernière qu'elle obtient en 1992 le Prix suisse romand du théâtre indépendant. Lequel donnera le déclic pour la construction de sa salle au bord de l'Arve l'année suivante. Ses créations diversifiées explorent un très large spectre de thématiques à travers toutes les époques, de Homère à Greta Thunberg... Le Loup aura, pour exemple, fait entrer l'écologie au théâtre en 1987 déjà, avec sa création *Ozone Blues*. A côté des classiques Shakespeare ou Molière, il adapte nombre d'auteurs contemporains, hommes et femmes, dans des registres aussi variés que la poésie, le roman policier, le cabaret chanté, les thèmes de société - le vélo, la viande, les voisins de l'immeuble... Et aussi la bande dessinée, dont il invente des versions scéniques à partir du cultissime *Krazy Kat* ou bien des carougeois *Buddy & Flappo* de Gérald Poussin. Ou encore l'Histoire, avec Caraïbes, un spectacle sur Haïti, première république noire au monde. Sans oublier le grand spectacle en plein air - et lacustre - *Viva la Musica*, donné dans la rade de Genève à l'occasion des 700 ans de la Confédération. Cette diversité alimente et renouvelle son identité artistique, lui conférant une place importante dans le paysage culturel régional. Aujourd'hui le Loup est à un tournant : les fondateurs encore en activité entament leur dernière saison et passeront le relai en juillet 25 à un nouveau trio d'artistes en direction collective : Julie Gilbert, Jean-Louis Johannides et Jérôme Richer.

Pour leur dernière saison à la direction du Loup, les fondateurs de la compagnie proposent une re-création de leur "tube" Krazy Kat (créé en 1984), sous le titre de Krazy Kat iz Back !, en mai prochain.

10 chemin de la Gravière
www. theatreduloup.ch

Photo Isabelle Meister

ANTIGEL REGARDE GENÈVE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Depuis 2011, Antigel regarde Genève et nous invite à découvrir des spectacles, à arpenter le territoire genevois au gré d'événements rassembleurs. Rencontre avec Thuy-San Dinh et Eric Linder moteurs de cette incroyable aventure culturelle, mais pas que....

Sylvain Thévoz : Qu'est-ce qu'Antigel à vos yeux ?

Eric Linder : Antigel est une passionnante aventure. Depuis 2008, nous nous sommes plongé-e-s dans Genève. Nous menons, avec Thuy San, en co-direction, ce projet depuis 17 ans. Le festival vivra donc sa 15e édition en 2025. Antigel, c'est une expérience à 360 degrés sur ce qu'est Genève. Chaque année, nous remontons un nouveau projet, racontons une nouvelle histoire. C'est un perpétuel renouvellement. Au début d'Antigel, les critiques étaient nombreuses. Des gens nous disaient : « un festival en hiver, en pleine campagne, vous êtes bien sûr ? » Mais dès la première édition, nous avons rencontré un public aventurier, fidèle, qui nous a fait confiance. Aujourd'hui, ce sont plus de 55'000 personnes présentes par édition. Depuis la création, plus d'un demi-million de personnes sont venues à Antigel. Ce sont 600 lieux investis, 6300 artistes programmé-e-s. Ces chiffres donnent un peu le vertige. Lors de la dernière édition, nous avons accueilli 500 artistes dont 300 helvètes. De cela, nous sommes très fier-e-s. Antigel regarde Genève et collabore avec des artistes du monde entier, tout en faisant la part belle aux artistes genevois.

Thuy-San Dinh : Antigel est un festival de territoire et de terrain. Notre idée première était d'offrir un accès à la culture par le territoire. Nous avons construit Antigel et évolués en fonction de l'expérience du terrain. Nous disposons aujourd'hui d'un savoir-faire incomparable. Nous savons créer de nouveaux formats en fonction des partenaires et des lieux investis, des objectifs des communes. Nous faisons vraiment du sur-mesure en rassemblant autour d'un projet des gens qui, au premier coup d'oeil, n'auraient peut-être pas grand-chose en commun. Un exemple : nous avons monté un spectacle à la piscine d'Onex avec des nageuses synchronisées, un producteur de musique électronique, et un public forcément bigarré. Une expérience inoubliable de démocratisation de la culture. Notre rôle est de contribuer à contribuer de provoquer ces rencontres.

Comment est né Antigel ?

Eric Linder : Antigel est une bonne idée qui est arrivée à un moment où un Fonds Intercommunal (FI) de l'Association des communes genevoises (ACG) existait, mais n'était pas ou peu utilisé. En 2008, Monique Boget à Meyrin, François Lance à Lancy et René Longet à Onex, nous ont montré le chemin pour l'atteindre. Ils nous ont reçu immédiatement quand on les a contactés et nous ont ouverts bien des portes. Nous avions un projet fort qui ne s'était encore jamais vu et cela a séduit. La première édition d'Antigel a eu lieu dans le foyer de l'association pour la danse contemporaine (ADC). Nous avions fait une soupe et organisé un tour de table avec les délégué-e-s culturel-le-s des communes. Très vite, nous avons pu compter sur des gens soutenants qui ont partagé l'ambition du projet. Antigel sans les communes n'aurait jamais pu être possible.

Comment se construit une édition d'Antigel ?

Thuy-San Dinh : Le festival se construit toute l'année en s'appuyant sur des dialogues, en premier lieu celui avec les communes. Nous questionnons des enjeux sociaux, économiques, sportifs, etc. La montée de la violence chez des jeunes à Thônex par exemple a été une source d'inspiration pour des artistes et a permis d'aller à la rencontre des jeunes. Nous essayons de faire notre part et d'ajouter du liant sur les enjeux d'intégration également. Les contraintes sont nombreuses. Nous devons, par exemple, composer avec des normes de sécurité très strictes, mais cela nous a appris à développer une agilité.

Eric Linder : Antigel est, dans son identité, anti-cadre, anti-frontières. Notre tête d'affiche au Victoria Hall, lors de la dernière édition, était de la musique électronique. Nous avons aussi proposé du rock dans une serre à tomates ! Le public était invité à se servir et rentrait à la maison avec une salade sous le bras ! Aujourd'hui, Antigel est plus large qu'un simple projet culturel. C'est pourquoi nous avons supprimé le mot festival de l'affiche. Antigel s'est étendu dans le temps également, et ne se limite plus à une seule période de l'année. Notre projet se déploie sous mille et une formes. Nous nous sommes donné-e-s la liberté d'aller partout. Nous mettons en place des collaborations avec des promoteurs immobiliers pour jouer dans des lieux incongrus. Iconoclaste ? Et pourquoi pas ?

Vous n'avez pas de tabous, pas de limites ?

Thuy-San Dinh : Non. Si on peut sensibiliser des acteurs économiques puissants à des enjeux culturels, c'est avec plaisir qu'on le fait. Dans certains quartiers, la présence culturelle est une catastrophe. L'enjeu n'a pas du tout ou insuffisamment été pris en compte lors de la création de ceux-ci. Nous n'avons toutefois évidemment pas assez de poids pour, par exemple, parvenir à faire une salle culturelle dans le quartier de l'Etang, ou aux Vernets. En 2014 à Vernier nous avions fait venir un funambule qui se déplaçait entre les immeubles. Tout le monde fut fasciné. Il n'y avait pas besoin de mode d'emploi. La culture est un merveilleux moyen de rassembler les gens et travailler le vivre ensemble.

Vous avez montré que l'on peut sortir la culture des salles, aller dans les lieux a priori incongrus et vous militez maintenant pour davantage de lieux culturels ?

Eric Linder : Oui, car on est bien conscient-e-s d'arriver parfois comme une solution de rafistolage, dans l'après-coup. En réalité, il faudrait que la culture soit présente dès le tout début du développement d'un quartier, en impliquant l'ensemble des citoyen-nes dans le processus.

L'ADN d'Antigel c'est aussi de mélanger les publics ?

Thuy-San Dinh : Absolument. Nous avons par exemple développé un projet avec des migrant-e-s : Antidote, qui permettait à des migrant-e-s d'avoir une première expérience de travail gratifiante, et de pouvoir travailler en français. La culture est un levier très efficace pour lutter contre les préjugés.

Avez-vous eu l'impression de vous faire enfermer dans des cases ?

Eric Linder : Oui, et c'est encore le cas ! Notre métier est difficile. On reçoit souvent des refus en premier, puis viennent les préjugés, mais on ne lâche rien, et souvent les portes s'ouvrent. C'est un grand défi pour nous d'élaborer un langage commun avec les gens qui nous accueillent dans leurs lieux. Notre venue est souvent un petit tsunami pour les équipes en place. Nous sommes le premier festival du monde ayant

• • •

placé une course dans son festival : l'Antigel Run, et cela depuis 6 ans déjà ! Glastonbury, peut-être le plus grand festival de musique et d'art du spectacle du monde, a commencé cette année seulement ! Agir nous rend libres.

La liberté est un élément si important pour vous ?

Eric Linder : Oui. Et nous avons trouvé beaucoup de liberté et de confiance à Genève, notamment dans le rapport proche et direct avec les élu-e-s. Ces dernier-e-s nous insufflent une énergie. Le niveau de la commune est une échelle fantastique pour travailler le territoire. Nous avons toujours trouvé à Genève de l'écoute et un terrain fertile pour développer nos actions. Antigel c'est du Made in Geneva. Aujourd'hui, beaucoup de monde observe Antigel comme un modèle inspirant et innovant. Genève nous a permis d'exercer le métier que l'on aime.

Du coup, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Thuy-San Dinh : Au niveau public, au niveau médiatique oui. Il y a une grande reconnaissance. Mais c'est un défi chaque année de recommencer le travail. Cela concerne aussi le financement et c'est toujours un sacré défi de trouver l'équilibre financier. Cela induit une fragilité, mais la clé de notre formule, c'est notre équipe et notre capital : notre savoir-faire. Nous avons malheureusement beaucoup de peine à garder les talents d'Antigel auprès de nous. Une partie de notre équipe va travailler dans les communes. Celles-ci offrent de meilleures conditions et nous ne pouvons assurer de salaire à l'année.

Eric Linder : Pendant des années, nous avons eu un grand tournus au niveau des ressources humaines. Aujourd'hui, nous avons une personne unique qui a le contact avec toutes les communes. C'est très important. On forme cette personne à une tâche très spécifique. Si on perd une personne comme cela, cela devient très compliqué de continuer. Nous avions trois personnes au service communication d'Antigel. Deux d'entre elles vont désormais travailler dans les communes. Nous ne pouvons continuer d'innover, sans professionnalisation et stabilisation de notre activité.

Pensez-vous qu'il y ait encore beaucoup de préjugés sur la culture ?

Thuy-San Dinh : Oui. Par exemple, nous nous considérons comme des entrepreneurs culturels remplissant des missions d'utilité publiques. Nous engageons de nombreux prestataires. Nous créons de la richesse et de l'emploi. C'est donc un choc de voir l'image romantique et désuète que certains peuvent avoir sur la culture.

Eric Linder : 30% de notre budget est couvert par la billetterie. Nous diversifions nos financements, recevons des dons, allons chercher des soutiens chez des partenaires privés. Nous sommes au cœur de l'économie sociale et solidaire et créons des richesses. C'est démontré, la culture crée de fortes dynamiques économiques. Nous sommes une petite PME, mais avec des moyens qui rendent la pérennité du projet fragile. Antigel, ce sont 140 personnes engagées et salariées par an. C'est parfois difficile de faire entendre nos fragilités, mais nous y travaillons.

www. antigel.ch

L'AVENTURE PAC(O)

DARIA MICHEL SCOTTI
PSYCHOLOGUE

Promouvoir la culture des Arts pour favoriser le mieux-être des jeunes.

Projets Artistiques Collaboratifs (et Orientations) est une structure d'accompagnement unique, créée par deux artistes par ailleurs enseignante et éducatrice spécialisées ; Carla da Silva et Vanessa Riera. Né en 2019, peu avant la crise pandémique, PAC(O) a tout de suite montré ses forces et aptitudes à l'adaptation en organisant des ateliers et des expositions dans un contexte particulièrement hostile aux rassemblements publiques. Car PAC(O) c'est aussi une galerie qui promeut la visibilité d'artistes reconnu·es et de jeunes en rupture scolaire. Le volet artistique de cette association met en lien des plasticien·nes, auteur·es ou acteurs·trices des arts vivants avec des adolescent·es et jeunes adultes en recherche d'un espace pour se reconstruire après un ou plusieurs écueils et, bien souvent, d'importantes épreuves de vie. Ils·elles·iels ont tous et toutes fait l'expérience d'une série de difficultés personnelles et relationnelles au sein de l'école ordinaire, pour se retrouver en rupture scolaire et sans projet de formation.

Le travail de PAC(O) -dont l'équipe est formée par les deux fondatrices et co-directrices, ainsi que Camille Gervaix, travailleuse sociale, Yvan Alvarez, artiste plasticien, et Daria Michel Scotti, psychologue- et en étroite collaboration avec le réseau médico-social genevois, vise précisément à soigner le lien au quotidien. Ainsi, du lundi au jeudi, les 8 jeunes engagé·es par année académique et saison culturelle se retrouvent dans une grande pièce aux murs vides, bel espace immaculé au cœur de l'usine Parker à Carouge qui, comme une page blanche, ouvre à de nouvelles expériences d'être soi-même et d'être ensemble. Loin des contraintes à la performance, il s'agit de se retrouver pour partager des moments de discussion autour d'une table, des repas, des cours aussi, allant du cinéma à l'histoire de l'art, des sciences politiques au yoga. Les jeunes sont, de cette façon, mis·es en contact avec des intervenant·es extérieur·es qui ont un savoir à partager. On est loin des bancs d'école, mais la découverte et le plaisir d'apprendre sont encouragés et soutenus de la façon la plus participative possible.

Car le maître-mot de PAC(O), son principe fondamental, sa règle d'or, est d'amener chacun·e à participer de sa façon singulière et personnelle, à son rythme, aux activités collectives pour (re)trouver une place dans le groupe. La participation à plusieurs ateliers par année, mis au concours en fonction d'un thème prédéfini chaque printemps auprès d'artistes confirmé·es, permet de s'initier à différents langages et modes d'expression d'une façon engagée, puisqu'il s'agit à chaque fois de créer une œuvre qui sera ensuite exposée dans une diversité de lieux dédiés, ou non, à l'art, tels que galeries, musées, espaces publics, ou encore salles de cinéma. Participer, c'est aussi, lorsqu'on se sent prêt, prendre la parole et présenter son travail lors des vernissages qui rassemblent ami·es et familles, acteurs·trices politiques et amateurs·trices d'art contemporain.

Le parti pris de PAC(O) est résolument anti-élitaire, et contribue à ouvrir les portes d'un milieu plutôt fermé aux non-initié·es pour revenir aux racines même de la culture: une mise en commun des ressources de chacun·e qui engendre la production d'un bien collectif en perpétuelle co-création. Cela permet aussi d'aider les jeunes à mieux identifier dans quelles directions ils·elles·iels souhaitent s'orienter : enrichi·es de cette expérience d'un à deux ans, qui se prolonge souvent sous la forme d'un accompagnement externalisé, certain·es vont reprendre la voie des études, démarrer un apprentissage ou organiser un stage, en fonction de leurs besoins et de leurs possibilités. L'essentiel, au-delà de leurs réalisations concrètes, est de les amener à retrouver une plus grande conscience de leurs potentialités ainsi qu'à restaurer leur confiance en soi, comme en l'autre.

www. paco-web.ch

L'EXPLORATION DES NOUVEAUX TERRITOIRES DIGITAUX

GILLES JOBIN
CHORÉGRAPHE ET DIRECTEUR ARTISTIQUE
FONDATION CIE GILLES JOBIN

Quand nous apprenons que l'École de Danse de Genève quitte les studios de la Coulouvrenière dont la Ville de Genève est propriétaire, nous alertons le service culturel qui décide d'y installer plusieurs compagnies bénéficiant d'une convention de soutien. Aujourd'hui, les studios sont occupés par La Ribot, Maya Bösch, et la Fondation Cie Gilles Jobin.

Récemment rénové et rebaptisé Studio 44 MocapLab, notre espace de travail est désormais équipé pour la création digitale, grâce à une aide de la Loterie Romande et le soutien du canton via le programme «Transformation» impulsé par la Confédération suite à la pandémie. Notre studio s'affirme aujourd'hui comme un hub créatif attirant des artistes locaux et internationaux en quête de solutions technologiques, de résidences créatives, de mentorat, de réalisation de créations digitales et même d'interprètes expérimenté-e-s en capture des mouvements.

.

Depuis plusieurs années notre compagnie se distingue dans la création chorégraphique digitale, des créations innovantes qui explorent de nouveaux territoires. En 2017, la pièce en réalité virtuelle immersive VR_I est immédiatement repérée pour son caractère novateur et diffuse globalement. Notre compagnie enchaîne les créations chorégraphiques digitales, et si notre travail est invité dans des festivals tels que la Mostra de Venise ou le Festival du Film de Sundance, il est aussi représenté à la Biennale de la Danse de Lyon, la Triennale de la Danse à Tokyo, ou encore au Chaillot - Théâtre National de la Danse à Paris.

Au printemps 2020 la pandémie éclate. Nous avons une création scénique qui sera annulée tandis que pour la tournée mondiale de VR _I, les dates sont supprimées les unes après les autres. Dès les premiers jours du confinement, l'objectif de la compagnie sera d'éviter le chômage technique ; il fallait absolument continuer à travailler. Aguerris à la création digitale, nous décidons de réagir en transformant nos activités de création chorégraphique pour la scène en créations chorégraphique 100% digitales. Nous organisons des projets collaboratifs à distance avec l'Argentine et l'Australie, ce qui nous permet de développer des outils pour utiliser notre équipement de capture de mouvement et danser en direct depuis notre studio à Genève, tout en diffusant en temps réel dans le monde entier, sans avoir à voyager. En quelques semaines, nous avons créé pour la Mostra de Venise 2020 *La Comédie Virtuelle - live show*, une pièce en réalité virtuelle accessible à un public mondial, sélectionnée en compétition officielle. Trois danseurs à Genève, une à Bangalore et une autre à Melbourne ont dansé ensemble, leurs mouvements capturés et diffusés en direct dans l'espace numérique de la Comédie de Genève. Cette pièce a prouvé qu'en pleine pandémie, malgré les frontières fermées et la distance physique, les artistes pouvaient continuer à créer et à diffuser en combinant imagination et technologie.

Avec la création de pièces digitales comme Cosmogony (2021), la compagnie n'a plus pris l'avion pour la diffusion de ses créations chorégraphiques, établissant un modèle de diffusion "décarboné" inédit. Si pour la diffusion de VR_I en 2019, on estime avoir dépensé 100 tonnes de CO_2 pour les vols en avion, de 2020 à 2024, notre compagnie n'a plus repris l'avion pour sa diffusion. Nos créations digitales « live » ont été présentées en direct dans plus d'une trentaine de villes dans une quinzaine de pays, sans quitter le studio de Genève. Créer des pièces dansées à distance demande de se confronter à une «nouvelle diffusion» pour laquelle il a fallu inventer de nouveaux outils et réseaux de diffusion. Nous avons littéralement «transformé» nos créations et leur diffusion en les augmentant digitalement. Au-delà de nos propres créations, notre objectif est de renforcer le Studio44 MocapLab en tant qu'espace dédié à la création digitale du point de vue du spectacle vivant, et favoriser le développement à Genève d'un écosystème digital créatif local connecté à l'international.

www.gillesjobin.com

COMMENT SAUVER MILLE ANS DE PATRIMOINE GENEVOIS

MICHAËL FLAKS
ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR
MEMBRE DU COMITÉ DE L'ASSOCIATION AVENIR DU PASSÉ

En l'an 1371, la communauté des citoyens et bourgeois de Genève acquiert un coffre en noyer. Il est renforcé de fer, avec trois serrures et des chaînes pour l'attacher au mur dans la cathédrale Saint-Pierre. Les lettres et les autres affaires secrètes de la Ville y sont cachées et scellées - on en a conservé la facture.

Au fil des siècles, les archives sont gardées à la Maison de Ville, cœur du pouvoir, avant d'être installées vers 1970 en face de l'Hôtel de Ville, dans l'ancienne Halle ayant servi tour à tour de grenier à blé et de dépôt militaire. Les Archives d'État conservent aujourd'hui le patrimoine archivistique de Genève qui couvre en rare continuité plus de mille ans d'histoire, préservé des guerres et des catastrophes. Ces documents sont dispersés dans sept dépôts qui ne répondent plus aux normes de conservation : les infiltrations d'eau, champignons et autres fléaux menacent leur intégrité et représentent un risque majeur pour l'État. Alerté par Pierre Flückiger, directeur des Archives, François Longchamp, président du Conseil d'État décide en 2013 de piloter ce sauvetage. L'installation des Archives d'État dans l'ancienne caserne de Plainpalais, dont l'entrée principale se situe à la rue de l'École-de-Médecine, est privilégiée dans un quartier en pleine évolution, universitaire et culturel. Cette décision marque le début d'une réflexion sur la mission des archives dans le monde contemporain. Un comité scientifique repense le rôle des archives au XXIe siècle ; le résultat de ses travaux est publié et diffusé auprès du Grand Conseil et des publics concernés. Le 4 novembre 2016, le Grand Conseil adopte le crédit d'étude ; un bureau d'architecte suisse emporte en mars 2018 le concours international et dans la foulée, en octobre 2019, la commission des monuments, de la nature et des sites préavise favorablement le projet. Le même mois, une subvention fédérale de 3,3 millions de francs est accordée au titre de la protection des biens culturels. En janvier 2020, l'autorisation de construire est délivrée. Enfin, en mai 2020, le Grand Conseil adopte sans opposition la loi ouvrant un crédit d'investissement de 62,25 millions de francs. De son côté, au vu du caractère exceptionnel du projet, l'association Avenir du Passé, dotée par la Fondation Hans-Wilsdorf, contribue pour 25 millions de francs à ce projet de grande importance. Le chantier s'ouvre en décembre 2020, sous la maîtrise de l'office cantonal des bâtiments. Les dépôts souterrains seront régulés selon les normes les plus novatrices et dotés de d'armoires mobiles, densifiant ainsi les espaces qui abriteront les 30 kilomètres linéaires et évolutifs des archives. Au rez-de-chaussée, les visiteurs accéderont à une salle de lecture, une salle de cours et un espace d'exposition. Des zones de travail seront réservées aux archivistes. Les ateliers de restauration et de numérisation situés au premier étage incarneront l'alliance entre conservation et innovation. Les combles continueront d'héberger la Compagnie de 1602. Quant à lui, l'ancien parking militaire goudronné s'est métamorphosé en un véritable poumon vert en pleine ville, avec la plantation de plus d'une centaine d'arbres d'essences indigènes, accueillant à son orée une crèche. Bientôt achevé, l'Hôtel des Archives sera inauguré prochainement. En conjuguant mémoire et modernité, les Archives de Genève se réinventent, le passé dialogue avec le présent, offrant aux chercheurs et aux publics les plus divers, un accès privilégié à l'histoire vivante de la République.

ENCORE, TOUJOURS BÂTIR LA BÂTIE

ENTRETIEN *CAUSES COMMUNES*

Véritable institution genevoise, le festival de la Bâtie soufflera bientôt ses 50 bougies. L'occasion de faire le point, au sortir de la 48e édition, avec son emblématique directeur, Claude Ratzé, en poste depuis 2017. Ce dernier quittera la Bâtie en 2025 après une dernière édition, avec le sentiment du devoir accompli. État des lieux.

Sylvain Thévoz : Quel bilan tirez-vous de l'édition de la Bâtie qui vient de s'achever ?

Claude Ratzé : Il est encore un peu tôt pour faire un véritable bilan. Il faut en général deux à trois mois pour obtenir un bilan financier précis et avoir un recul critique sur cette intense aventure humaine et culturelle. Il y a des évidences, qui portent sur notre projet culturel et la réponse du public, ainsi que la qualité des rapports avec les partenaires de la Bâtie. Globalement, je suis très heureux de la tâche accomplie.

Ce n'est certainement pas facile de mener un tel bateau à bon port ?

La question qui continue de me tarauder est celle de réaliser un festival du territoire avec les moyens que nous avons pour le faire. Concernant le transfrontalier, l'abandon des soutiens financiers du Conseil du Léman a plombé la dynamique. Nous avons cherché à surmonter cette épreuve, mais ce fut rude. Il faut l'admettre, vouloir réaliser un projet culturel sur l'arc lémanique est pratiquement impossible aujourd'hui. Il manque une véritable politique culturelle du Grand Genève.

Quelles sont les autres difficultés auxquelles vous êtes confrontés ?

Nous faisons face à une très grande complexité administrative et un morcellement des financements. Il y a beaucoup d'acteurs culturels pour quelques fondations très sollicitées. Cela augmente fortement la concurrence dans le système. Ces fondations offrent des soutiens magnifiques. Elles peuvent malheureusement aussi servir d'oreiller de paresse des politiques publiques.

Peut-on parler de lourdeurs administratives ?

C'est plus complexe. Il y a un fort désir culturel, une envie de bien faire. La nouvelle loi sur la culture en est la preuve. Toutefois, de gros freins institutionnels existent. L'administration publique a un important pouvoir de faire ou défaire les choses et cela renforce un sentiment de flou. Il y a peu d'aisance dans les prises de décision, et de constantes menaces politiques de la droite. Cette situation entrave toutes les avancées. Une culture de l'extrême précaution, bien que parfois nécessaire, finit par engendrer des tensions avec les exigences des acteurs culturels, qui ont besoin de connaître et maîtriser précisément leur horizon budgétaire ainsi que de pouvoir compter sur des financements définis.

Vous dénoncez un manque de prévisibilité ?

Oui. Nous avons peu de temps pour développer des stratégies et sommes parfois pris à la gorge par des demandes urgentes, sans vraiment savoir qui décide et qui veut quoi. On nous rappelle toujours que c'est le vote du budget qui décide de tout, donc qu'il faut l'attendre. Mais une fois dépassé celui-ci, les incertitudes ne sont pas toujours levées et l'on ne sait toujours pas quels seront nos moyens pour la nouvelle année. Les montants articulés peuvent fluctuer fortement en raison de péripéties politiques et divers arbitrages. C'est particulièrement difficile à vivre et à gérer.

Vous décrivez quelque chose de particulièrement complexe. Est-ce qu'il manque une volonté politique ?

Non. Il n'y a pas de problème de volonté politique et de soutien à la culture, que ce soit en Ville ou au Canton. C'est plutôt lié à la complexité du rapport entre une volonté politique, culturelle et des contre-pouvoirs puissants, par exemple, la majorité de droite au Grand Conseil. J'identifie une tension entre le fait que la culture soit aux mains de la gauche et une volonté de la droite de l'attaquer. De ce fait, les messages qui parviennent aux acteurs culturels sont brouillés et chargés de nombreuses incertitudes. Il faut, par exemple, pour certains fonds, revenir chaque année à la charge, c'est très difficile de planifier ainsi. Cela fragilise les projets.

Les soutiens financiers sont-ils insuffisants ?

La Bâtie a une convention importante avec la Ville, ce qui est appréciable, mais le cahier des charges est exigeant et les responsabilités importantes, notamment dans le soutien aux artistes qu'offre le festival. On subit parfois des injonctions contradictoires. Sur l'aide à la création, le soutien pérenne n'est pas encore acquis afin de bien accompagner les projets. Or, en ayant une convention, mais sans la possibilité de faire des demandes ponctuelles, on pourrait se retrouver avec des moyens sérieusement en baisse !

Comment l'expliquez-vous ?

Nous sommes dans une période de mutations d'une politique culturelle qui, selon mon point de vue, peine à prendre une forme lisible et stable à long terme. Par ailleurs, l'avènement des appels à projets tant à la Ville qu'au Canton est un changement important dans la mise en œuvre d'une politique publique. Nous avons travaillé des années pour construire une vision, des pratiques, bref : un projet culturel. Or, aujourd'hui, répondre à un appel à projet c'est avant tout devenir des opérateurs culturels devant se conformer à une commande. Plutôt que de servir le projet culturel à poursuivre, il faut donc se contorsionner pour entrer dans une filière où l'on peut parfois s'embourber et se précariser. Sans dire que souvent les appels à projets manquent de ressources.

Par exemple ?

Pour ce qui nous concerne, nous avons joué le jeu et bien entendu nous avons été ravis d'avoir été sélectionnés à la suite d'une candidature. Cependant, faute de ressource, il fallait combler le financement par des demandes complémentaires qui se sont révélées difficiles à obtenir. Le risque a été de ne pas parvenir à équilibrer le budget. Cela a représenté une prise de risque plutôt inattendue et aussi un changement significatif dans notre façon de faire.

La droite a souvent fait le procès d'un saupoudrage sur la culture, vrai ?

Non. L'enjeu est plus subtil, je le formulerai ainsi : quelles sont les ressources que l'on donne aux lieux pour effectuer leur travail de production et comment cela est-il évalué ? On ne peut plus dire aujourd'hui que l'on saupoudre. La Nouvelle Comédie, quand elle s'est ouverte, a eu les moyens pour le faire. Ce n'est pas toujours le cas, par exemple concernant le soutien aux musiques actuelles. Si les fonds ne sont pas augmentés, il n'est pas simple de revaloriser les salaires. Il n'est pas facile de remplir nos engagements correctement. Les artistes se retrouvent nécessairement dans des situations de précarité. Je travaille à la Bâtie depuis 7 ans et je constate qu'il est de plus en plus difficile de développer une structure financière de base.

Pourquoi est-il si difficile d'obtenir cette structure financière de base ?

Genève développe un fort soutien à la culture, c'est indiscutable, mais la vision de comment on veut développer la culture est très difficile à cerner ainsi que les choix qui vont avec. Un autre exemple, au niveau fédéral, du jour au lendemain, le Conseil National a tenté d'enlever 6.5 millions à Pro Helvetia pour ses projets à l'international, même si finalement le Conseil des États a sauvé le budget de la Fondation suisse pour la culture, c'est grave, car par ce type

• • •

d'action fragilise gravement la culture. Dans une mesure moins comparable, nous pourrions également trouver aussi ce genre de mouvement brusque au canton. Les clivages politiques se durcissent. La culture semble parfois prise en otage, à mauvais escient.

On parle beaucoup d'argent, c'est le nerf de la culture ?

La culture ne pourrait survivre sans soutiens publics. L'argent n'est pas le sujet fondamental, mais pour tout projet il en faut. On ne devrait pas passer autant de temps à en chercher. Le dilemme c'est : comment réaliser un projet culturel bien construit et obtenir les moyens pour le faire. J'ai essayé de cocher toutes les cases du projet pour lequel j'avais été engagé (transfrontalité, soutien à la création, soutien aux artistes, etc). Face à des combats perdus, j'ai le sentiment que cela a précarisé le projet. J'ajouterai que dans les études récentes sur le milieu de la musique actuelle, il y a des barèmes, des modèles. C'est très important d'avoir ces outils, mais sans un soutien financier adapté pour répondre à ces questions, on n'y arrive pas.

Le Covid a-t-il marqué un changement dans ces pratiques ?

Le Covid nous a obligés à prendre conscience de la précarité du statut d'artiste, et de notre responsabilité dans celle-ci. Il a révélé beaucoup de choses. La manière dont la Bâtie coproduisait hier et la manière dont elle le fait aujourd'hui est incomparable. Nous sommes certainement plus responsables qu'auparavant, mais la production de spectacles est exponentielle. Nous sommes plus conséquent-e-s, mais la vitesse d'entraînement s'accélère. Jusqu'où veut-on aller à ce rythme ?

Vous constatez une accélération de la production ?

Absolument, tant en termes de qualité que de quantité. Je reçois quotidiennement quinze propositions de travail et quinze invitations à aller voir des spectacles en Suisse romande et ailleurs. Je n'avais jamais vécu ça à ce niveau. Un festival se pose sans cesse la question de son positionnement, de ce qu'il veut montrer. La Bâtie ouvrant la saison théâtrale, nous sommes dans une position privilégiée, mais nous devons sans cesse faire évoluer la singularité de notre projet culturel et artistique.

Comment le public évolue-t-il à vos yeux ?

Il y a une transformation claire. Le public est peut-être plus érudit aujourd'hui qu'il y a 25 ans. La culture est aussi devenue un objet de loisirs. On constate des ruptures de génération et un vieillissement du public. Nous travaillons beaucoup pour aller à la rencontre des nouvelles générations. Le public est plus dur à capter. Le respect de la diversité reste toujours un défi pour nous et nous déployons beaucoup d'ingéniosité pour l'atteindre. Nous collaborons, par exemple, avec l'Hospice Général, pour inclure des bénéficiaires comme bénévoles afin d'ensuite les embarquer dans notre aventure pour qu'ils accèdent à la culture. Cela fonctionne, mais c'est évidemment tout un travail de confiance à développer pour y parvenir dans la durée.

L'affaiblissement de la presse est-il un souci pour vous ?

Oui, c'est évident. Pour le milieu culturel, c'est évidemment très négatif. Je veux croire que l'on va inventer d'autres modes et parvenir à surmonter cela. La TDG a été vendue à une entreprise sans scrupules, et la perte du discours critique va être très difficile à combler. Ce qui s'effondre se reconstruit difficilement. C'est un sentiment que je n'avais jamais eu auparavant.

2025 sera l'année de votre dernière édition à la Bâtie. Et ensuite ?

Je ne sais pas. J'ai choisi de ne pas faire la 50e édition pour me concentrer uniquement sur ma prochaine et dernière édition. Je veux croire et j'espère que l'on aura demain un territoire avec une vision culturelle puissante. Pour ce qui me concerne, je ne sais pas de quoi demain sera fait, mais je veux rester dans le désir, le plaisir, et faire bénéficier à qui le souhaite de mon expérience. La forme que cela prendra est encore à trouver et je m'en réjouis déjà.

www.batie.ch

Photo Olivier Miche et Kenza Wadimoff

LE MONDE NE VA PAS S'ÉCROULER SI JE M'ARRÊTE

CAMILLE DUMOND ET JULIE MARMET
VISARTE

Depuis la fin des années 1960, la question de la mobilisation des ressources et des formes de capitaux qui permettent de s'engager ou non se pose.

Opposée à l'ancienne garde, qui considérait les mouvements sociaux comme étant le produit d'une frustration collective et constitués de marginaux·les, une nouvelle génération de chercheur·ses s'intéresse à l'organisation interne des luttes. L'idée que l'émergence des mobilisations dépend des ressources disponibles et de leur gestion apparaît. La mobilisation n'est plus uniquement perçue comme une expression émotionnelle, spontanée et générationnelle, mais bien comme un travail politique organisé, qui acquiert par conséquent des ressources, les gère, construit des alliances stratégiques, définit des objectifs, mobilise des acteurs et des réseaux.

Les années 2020 représentent un moment particulier à l'échelle mondiale. Nous assistons à une série ininterrompue de gouvernements qui bafouent les traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés et ignorent les décisions de la Cour internationale de justice : Nikolaï Possner évoque ainsi l'idée d'un État délinquant.

Cette même logique est à l'œuvre dans le cadre des luttes internes d'un secteur cherchant à défendre ses conditions de travail, tout en pointant le manque de droits et de régulations dans le milieu artistique. Sans changements structurels, l'accès à ce domaine restera exclusivement réservé à celleux issu·es d'un milieu socio-économique privilégié.

Être artiste professionnel·le requiert des compétences qui ne sont pas celles enseignées en école d'art. Alors qu'on y travaille la pensée critique et sa traduction en œuvre, la majorité des artistes voient leurs efforts rédactionnels absorbés par la préparation de dossiers. Une fois diplômé·es, les travailleur·ses de l'art doivent s'autoformer pour gérer leurs moyens de subsistance et trouver des alternatives.

Pour les personnes qui s'engagent vers une voie militante, cherchant à visibiliser les injustices sociales qui gangrènent le milieu, on pourrait donc parler de double-engagement.

En étant artiste, on est automatiquement acteur·ice d'un milieu culturel. La tendance à se penser individuellement, dissocié·e d'un écosystème, participe au sentiment de fatigue, au découragement et à l'isolement des artistes comme des groupes militants. Pour celles et ceux qui s'engagent dans la lutte, la double casquette est parfois difficile à porter. Cette posture intervient parmi une foule de concerné·es qui ne se joignent pas à la marche, pour des raisons diverses. Pourtant, on le dit et on le redit, comme le rappelle Fabienne Abramovich : "Pour avancer, on a besoin de nos collègues, partager les outils, se battre et fabriquer ensemble l'avenir. Se souvenir aussi que les artistes qui luttent pour changer la perception de notre activité, sont aussi des artistes qui œuvrent pour le bien commun. C'est un travail de care qui prend un temps considérable et vital sur leur propre travail artistique.[1] "

On garde en tête qu'une grande partie des personnes qui siègent dans les cercles décisionnels n'ont pas nécessairement la culture de la lutte sociale, ni l'envie de changer les acquis sociaux afin de conserver leurs privilèges. On pourrait par exemple comparer le salaire mensuel d'un directeur d'institution à celui cumulé des 20 dernier·es artistes invité·es dans sa structure, et tomber sur le même montant.

Depuis une dizaine d'années, des acteur·ices du domaine de l'art contemporain changent de stratégie. D'une posture radicale et à la marge des espaces décisionnels exprimée avec les moyens de l'art, iels s'emparent des outils du politique et du pouvoir et se mettent en conversation avec des interlocuteurs et interlocutrices défini·es, au sein des espaces décisionnels.

1 - Fabienne Abramovich, lors de la table ronde "Comment s'engager collectivement dans le champ de l'art?", carte blanche à Visarte.Genève, Festival Spielact, Juin 2024

www.visarte-geneve.ch
www.travaildesartistes.ch

Image : Soirée de présentation du site *travaildesartistes.ch* en mars 2023, Genève, Grütli. Avec Hélène Mariéthoz, Clovis Duran, Julie Marmet (Visarte.Genève), Ramaya Tegegne (GARAGe), Zoé Seiler (Lab-of-arts).

LES ARTISTES ET GAZA. LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN PÉRIL

JORGE GAJARDO
MEMBRE DU PS

Le massacre en cours à Gaza révèle, à la fois, la nécessité de trouver les mots et les formes justes pour le dénoncer, et la peur de s'exposer publiquement sur un sujet réputé sensible. J'en parle avec quelques artistes locaux.

Mi-juin, sur le belvédère du Bois de la Bâtie, un groupe de comédiens et comédiennes arrêtent leur spectacle. Devant un énorme smiley en néon qui pète les plombs, un des artistes semble ne plus vouloir jouer le jeu. Le malaise se prolonge même après l'entracte. Le temps suspendu devient un labyrinthe où chacun cherche le mot libérateur. Soudain, un comédien interpelle ses camarades et demande (de mémoire) :
– Que faisons-nous ici, alors que des étudiant-e-s occupent l'université en solidarité avec Gaza sous les bombes ?
– On avait dit qu'on ne parlerait pas de Gaza dans le spectacle, réplique une comédienne, avec un ton réprobateur.

«La peur qui nous environne»

Le spectacle s'appelle *We're Here*, écrit et mis en scène par Lola Giouse. Créé au Théâtre de Vidy en septembre dernier, il posait déjà une question de fond, maintes fois posée : l'art, à quoi bon alors qu'on peut militer. Dans le contexte des révoltes anticapitalistes contemporaines, la jeune autrice et metteuse en scène dit vouloir, avec ce spectacle, interpeller les spectateurs et spectatrices en tant que «militant-e-s potentielles » et les impliquer dans des actions «douces, joyeuses et rassembleuses».

À Vidy, son spectacle rappelait l'occupation de la ZAD du Mormont sur le site en friche du cimentier Holcim. «Au Bois de la Bâtie, nous avons voulu exprimer l'urgence d'agir pour dénoncer le massacre de la population palestinienne à Gaza et les complices de l'armée israélienne. Par exemple avec une action pastèques devant un McDonald's[1], mais nous voulions aussi reconnaître la peur qui nous environne quand on parle de ce sujet, me raconte Lola Giouse.

Le besoin de partager son indignation face au massacre en cours à Gaza et au même temps la peur ambiante, s'est imposé de lui-même à Lola Giouse, au retour de la première manifestation nationale de solidarité à Berne, le 4 novembre. Un ami palestinien lui avait raconté comment il avait perdu une partie de sa famille, tuée dans un bombardement israélien. Pour avoir partagé ce récit au micro de La Première (RTS), l'artiste a subi une vague de messages enragés qui s'est déversée dans sa boîte e-mail personnelle.

Menaces de bannissement

La violence subie par Lola Giouse ressemble à d'autres cas qui s'accumulent depuis l'automne dernier. Elle vise tous les appels au cessez-le-feu qui ne condamneraient pas assez fort les crimes du 7 octobre 2023. Exprimer publiquement sa solidarité avec le peuple palestinien massacré (plus de 40'000 tués, plus de 92'000 blessé-e-s, 10'000 disparu-e-s) peut coûter cher, surtout à des artistes ou des personnalités publiques de la culture qui engagent publiquement et individuellement leurs noms et leurs métiers.

Le Genevois Dominique Ziegler, qui depuis l'automne a pris la tête de l'Appel des artistes, avec la plasticienne Muriel Décaillet et les cinéastes Jacob Berger et Nicolas Wadimoff, en a aussi fait les frais. Parce que le metteur en scène portait un t-shirt Free Palestine/Boycott Israel lors des saluts de sa pièce Choc ! consacrée aux dessous coloniaux de l'industrie du chocolat, la direction du Théâtre Orchestre Bienne Soleure (TOBS !) est allée jusqu'à s'excuser, dans un journal local, auprès des personnes «offensées». Des menaces de «bannissement» du théâtre auraient été proférées.

Bienne : un avant-goût de l'ambiance d'intimidation dans laquelle évoluent les artistes en Suisse alémanique, tels que le cinéaste zurichois Samir ou Mohamed Almusibli, le directeur de la Kunsthalle de Bâle, aussi pointés du doigt pour leurs prises de positions en faveur du droit international.

Un «mouvement politique militant extérieur»

À Genève, en février dernier, c'est sur des étudiant-e-s et le performeur et enseignant de la Haute École d'art et de design (HEAD) Yan Duyvendak que s'est abattue la répression institutionnelle. C'était lors de la toute première mobilisation étudiante appelant au boycott académique du régime israélien. Une quarantaine d'étudiant-e-s, selon Le Courrier, s'étaient mis-e-s en grève le 20 février pour demander la fin de la collaboration de leur école avec les établissements israéliens Bezalel Academy of Arts and Design et le Shenkar College of Engineering

and Design. Lors de l'occupation qui a suivi, en mai, les étudiant-e-s de la HEAD ont expliqué que ces institutions fabriquent des uniformes pour l'armée israélienne.

Un communiqué de la directrice à «toute la HEAD» désignait les grévistes de février comme s'inscrivant dans le sillage d'un «mouvement politique militant extérieur», dont la démarche apporterait la «division» au sein de l'école. Des accusations graves.

Qu'en est-il, au fond? Les artistes professionnel-le-s et en formation, qui sont naturellement ouverts sur le monde, savent bien comment le soft power a été instrumentalisé jusqu'ici par l'État israélien pour dissimuler sa nature coloniale. Les arts et les lettres, la musique, le cinéma et le théâtre qui rattachent Israël à la culture occidentale, ont compté jusqu'à il y a peu parmi les principaux instruments de sa propagande. Que les artistes en formation de la HEAD aient été parmi les premiers/premières en Suisse à se mobiliser pour le boycott académique n'est donc pas si surprenant.

À l'origine du boycott

D'autant moins surprenant que le mouvement du boycott de l'apartheid israélien «a commencé par les artistes», me fait remarquer La Ribot, danseuse et chorégraphe qui adhère au Boycott culturel et académique d'Israël (PACBI). En effet, c'est en 2004 que les organisations culturelles et éducatives palestiniennes lancent l'appel PACBI qui préfigure le mouvement BDS. L'appel sera repris dès 2006 notamment par l'écrivain et critique d'art John Berger, le cinéaste Ken Loach, l'écrivaine Arundathi Roy, l'écrivain Eduardo Galeano, les musiciens Brian Eno et Bono. En Suisse, des dizaines d'actrices et acteurs culturels ont fait de même depuis 2011.[2] Que ce soit clair : non seulement l'appel au boycott fédéré par le mouvement BDS n'est pas «extérieur» au milieu culturel, mais on peut même affirmer qu'il y est né.[3]

Vus les enjeux on comprend comme une mesure pour l'exemple que l'entier de l'arsenal administratif de la HEAD ait été jeté dans la bataille pour casser cette première mobilisation dans une haute école suisse. Pour avoir appelé ses collègues à rejoindre la grève, le performeur et enseignant de la HEAD Yan Duyvendak a d'ailleurs été convoqué à un entretien de service. C'est grâce au soutien de son avocat et du Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT) que son contrat avec l'école a pu être reconduit.

Protéger la liberté d'expression

Ces situations sont révélatrices d'un état réactionnaire sur le front de la liberté d'expression. Dans un contexte où nos démocraties feignent d'ignorer les appels au cessez-le-feu dans un état d'indolence qui frôle la complicité, les artistes émergent au même temps comme des voix puissantes qui amplifient l'indignation, des voix alternatives capables de redonner sens aux mots.

«Les mots, c'est une façon d'assumer notre impuissance par des actes. De laisser une trace, d'informer, de rassembler et surtout ne pas rester silencieux. Les mots soignent les maux. Pour nous, en tant que palestinien et palestinienne, c'est notre acte de résistance», m'expliquent les rappeurs genevois du duo Manal & Sami.

Dans le combat pour reculer l'accoutumance au mal, les artistes qui engagent leur nom et leur métier sont les plus fragiles des figures publiques. Il est essentiel que les politiques et les institutions culturelles protègent leur liberté de parole.

1 - Au cours de ces derniers mois, l'image de la tranche de pastèque est devenue l'avatar du drapeau palestinien, souvent confisqué par la police dans les manifestations, notamment en Allemagne. McDonald's est lui accusé d'assurer la cantine de l'armée israélienne en campagne dans la bande de Gaza.

2 - Déclaration des artistes en Suisse en réponse à l'appel des Palestiniens à la solidarité (2011) www.bds-info.ch/index.php/fr/articles/culturescapes-israel-declaration-des-artistes-en-suisse

3 - Pour rappel, le BDS est une campagne pacifiste de solidarité internationale lancée à l'appel de la société civile palestinienne. Elle est reprise à l'échelle du monde dans tous les cercles de la société civile, chacun dans son domaine respectif, pour dénoncer l'apartheid israélien contre le peuple palestinien, la colonisation, le blocus de Gaza et les violations systématiques du droit international, ainsi que pour exiger la fin de la collaboration des entreprises et des institutions publiques de nos pays avec la machinerie étatique du régime (pour en savoir plus : bds-info.ch)

Affiche de la coordination étudiante pour la Palestine CEP HES-SO. Le 23 mai, la direction a laissé entrer la police pour déloger les étudiant-e-s.

«Quand les Palestinien.ne.s ont pu contrôler leur propre image, cela leur a donné plus de force sur leur destinée. En cela réside la puissance du cinéma.»

MAI MASRI RÉALISATRICE

PALESTINE, FILMER C'EST EXISTER

CATHERINE HESS ET
CÉLINE BRUN NASSEREDDINE
COMITÉ & COMMISSION PROGRAMMATION

En 2012, le Collectif Urgence Palestine-Genève choisissait de célébrer le cinéma palestinien et mettait sur pied les ***Rencontres cinématographiques PALESTINE, FILMER C'EST EXISTER****, avec l'idée de donner la place au regard, à la créativité, à l'humour, aux convictions et aux espoirs des cinéastes palestinien.ne.s, de Cisjordanie, de Gaza, vivant en Israël et dans les pays d'exil. Regards empreints parfois de désillusion, de fatigue, d'impuissance, mais dans lesquels se reflète toujours et encore la volonté de résister.*

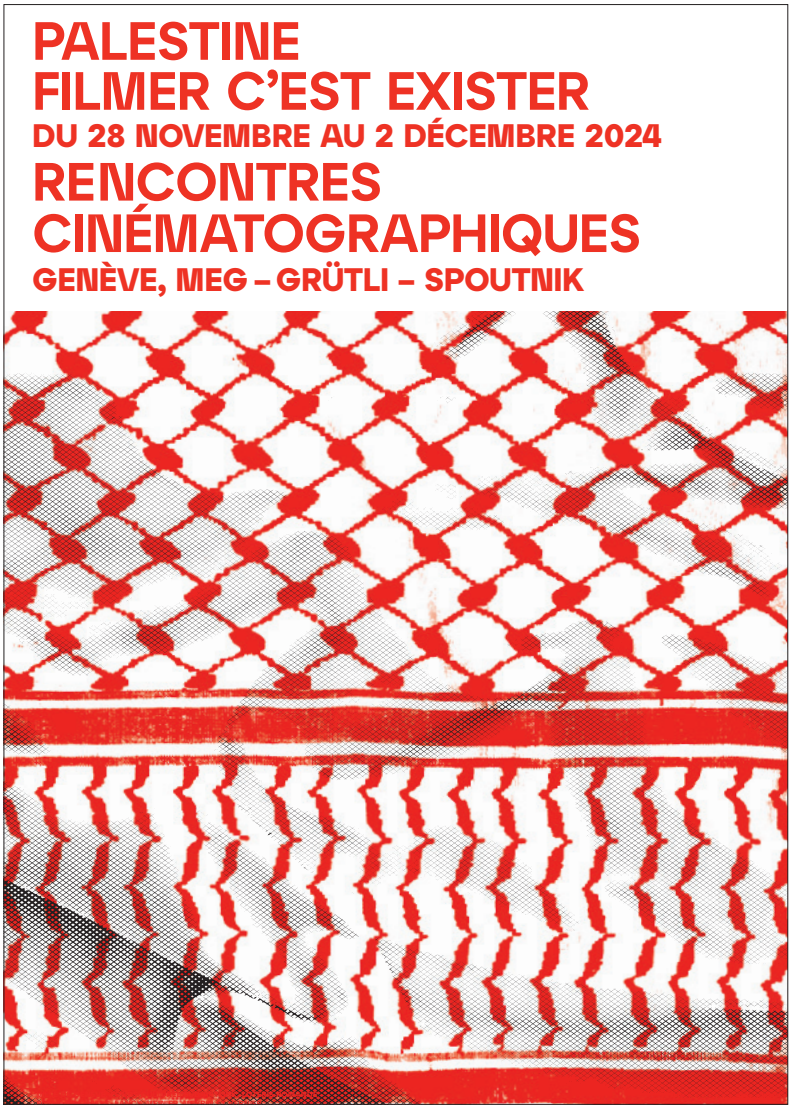
Rencontres... car nous voulions avant tout que public et réalisatrices et réalisateurs se rencontrent pour débattre autour des films de la réalité vécue par le peuple palestinien, de la production cinématographique en Palestine. Nous avons vite compris que c'était aussi pour les cinéastes palestinien.ne.s la possibilité de se rencontrer, vu les limitations de déplacements imposées par l'occupation israélienne.

Filmer C'est Exister... car, à travers leurs films, les cinéastes palestinien.ne.s affirment l'existence d'un peuple, d'une culture, meurtrie, volée, ignorée en 2012 et hélas encore en 2024. Symboliquement, nous avons choisi la date du 29 novembre comme repère temporel pour les Rencontres. C'est la date à laquelle l'ONU a voté en 1947 la résolution 181 entérinant la partition de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël.

Avec l'aide passionnée d'amateur.e.s et de professionnel.le.s (Nicolas Wadimoff, Fayçal Hassaïri, Aurélie Doutre, Maud Pollien, onepixel studio, Thomas Perrodin, So2Design,...), et d'une bonne dose de conviction, en 12 éditions, 247 films ont été projetés, 50 cinéastes palestinien.ne.s invité.e.s à Genève (+ 17 par skype), 99 débats animés, 11 tables rondes, 7 expositions de photos ou d'affiches, 10 concerts, et 77 films sous-titrés en français, dont plusieurs ont circulé dans les festivals francophones !

Réfugiés, exilés, déplacés, Briser l'enfermement, Regards des réalisatrices palestiniennes, Il y a 70 ans la Nakba, Les jeunes n'oublieront jamais, ...

Tout au long de l'année, l'équipe de PFC'E suit de près la vie en Palestine. Et inévitablement est influencée par les faits marquants, qui ensuite vont déterminer le ou les fils rouges guidant ses choix de programmation. Il est évident que nous devons aussi tenir compte des thèmes abordés par les cinéastes dans leurs films. L'urgence de l'actualité, nos envies et la réalité de la production cinématographique palestinienne ont été parfois difficiles à concilier.



«Je voudrais que l'Europe, les pays arabes, le monde entier sachent qu'il y a aujourd'hui près de cinquante cinéastes indépendant.e.s palestinien.ne.s au travail; c'est beaucoup. Iels ont de l'enthousiasme, iels croient que le cinéma peut changer les choses.»

C'est ce que disait Raed Andoni en 2012 à notre 1ère table ronde. Le public genevois nombreux et fidèle, a fait sien l'enthousiasme du réalisateur palestinien. Et la nouvelle génération de cinéastes (Wisam Aljafari, Tamara Abu Laban, Ibrahim Handal, Shayma Awawdeh, Luay Awwad, Dar Al-Kalima University, Shashat Women Cinema,...) annonce un avenir cinématographique prometteur, même si les conditions de production en Palestine sont difficiles, aggravées par l'oppression de l'occupation et le nettoyage ethnique imposés par Israël depuis plus de 75 ans.

PFC'E continuera à relever le défi de faire connaître ces cinéastes, qui contribuent à donner un visage au peuple palestinien et à renforcer son identité. Plus que jamais PFC'E doit montrer qu'en PALESTINE, FILMER C'EST EXISTER!

13ème édition des Rencontres cinématographiques
PALESTINE : FILMER C'EST EXISTER
28 novembre - 2 décembre 2024
MEG, Grütli, Spoutnik

www. palestine-fce.ch

LA CULTURE – DYNAMIQUE ESSENTIELLE DE LA VILLE

NICOLE VALIQUER GRECUCCIO
DÉPUTÉE SUPPLÉANTE AU GRAND CONSEIL

Les réflexions du Forum art, culture et création[1] *et les propositions formulées par le Rassemblement des artistes et acteurs culturels de Genève (RAAC)*[2] *restent pleinement d'actualité. Celle pour* Intégrer la culture et la création dans les projets urbains *conserve encore aujourd'hui tout son sens et constitue un fil rouge pour le canton et les collectivités publiques, dont la Ville de Genève. Il reste essentiel d'agir pour préserver des espaces de création et de diffusion et donc offrir des espaces de travail et d'expérimentation à des prix accessibles aux acteurs et actrices culturel-les.*

Cette politique répond à l'initiative *Pour une politique culturelle cohérente à Genève* et à la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique adoptée depuis. La *Fiche A 12 Planifier les équipements publics d'importance cantonale et régionale* du plan directeur cantonal mentionne que «les communes et le canton planifient et réalisent les équipements culturels. Le canton apporte son appui, notamment pour la recherche de sites et intègre la planification des lieux culturels, de création et de diffusion lors de l'élaboration des projets urbains présentant des opportunités.» Elle précise également que les nouveaux secteurs de développement dont le PAV «ont besoin de lieux culturels animés pour se renforcer».

L'étude Genève, *la nuit, Stratégie territoriale pour la vie nocturne culturelle et festive*[3]. propose une stratégie de planification et de mise en œuvre de lieux culturels et festifs nocturnes et préconise le déploiement de projets pilotes sur des secteurs en pleine mutation, avec la création de lieux temporaires ou pérennes. Elle reste incontournable pour stimuler des projets, y compris sur le territoire de la Ville de Genève. Le *Fil de l'Arve, Etude exploratoire pour la planification de lieux culturels le long de l'Arve entre le Pointe de la Jonction et la route des Acacias*[4] rappelle qu'«une planification réunissant les collectivités publiques et les milieux culturels doit faciliter la poursuite du dialogue portant sur le maintien des lieux existants, la pérennisation de certains lieux initialement conçus comme temporaires et la mise à disposition de nouveaux lieux temporaires.»

Les politiques doivent s'emparer de ces propositions et les mettre en œuvre pour accompagner les mutations urbaines en cours comme au PAV et travailler de manière concertée avec les acteurs concernés, car la *culture essentielle* fonde notre humanité. Le projet de plan directeur communal *Genève 2040* oriente et organise l'aménagement du territoire selon la transition économique et sociale de la Ville de Genève. Ainsi, les projets de réaffectation du bâti existant pour la culture notamment représentent l'opportunité de mettre en œuvre ces ambitions dans une perspective de réemploi. La politique des lieux culturels fait partie intégrante du développement durable, comme l'a montré l'Office fédéral du développement territorial [5].

Des mécanismes doivent aussi être introduits dans des projets portés par la Ville pour atteindre les prix de F 100 à 150 /m2/an répondant aux besoins des acteurs-trices de la culture ; des baux pourraient être octroyés dans cette perspective dans les bâti-

ments propriété de la Ville et garantir ainsi des rez de chaussée animés.

Aujourd'hui, Ressources urbaines (RU), coopérative genevoise d'acteurs-trices culturel-les, forte de près de 500 membres, propose aux artistes, artisans, créateur-trices socio-culturel-les, des espaces de production, d'échange et de diffusion à des prix abordables sur l'ensemble du canton. Par le développement de projets concrets et par un travail de veille foncière et de sensibilisation, aussi bien auprès des propriétaires que des pouvoirs publics, RU se donne pour objectif de constituer progressivement sur tout le canton un parc de lieux dédiés aux pratiques artistiques et culturelles. Pour y parvenir, elle vise non seulement la mise à disposition de bâtiments dans des zones en transition, mais aussi l'intégration de projets et d'espaces consacrés à ces pratiques au coeur de nouveaux quartiers.

Signalons également à cet égard le soutien de la Ville qui a ouvert la ZIC à des activités qui s'inscrivent dans une dynamique d'émergence et de créativité, socialement utiles, pour lesquelles l'accès à des surfaces avec des loyers modérés est un véritable enjeu de développement et de pérennisation. Face aux défis environnementaux et sociétaux, la Ville a misé sur l'émergence de lieux d'expérimentation et de coopération, en réhabilitant et en optimisant des espaces existants qui permettent de tester de nouvelles programmations. La mise à disposition de ces espaces sert de révélateur de potentiels pour la ville de demain, comme le relève la Ville elle-même. De nouvelles programmations sont testées, par exemple avec la MACO, manufacture collaborative, ou les 6 Toits, réunissant le Conservatoire populaire, l'Ensemble Contrechamps, Eklekto et l'OCG.

Poursuivons collectivement la belle aventure à laquelle nous invite Patrick Bouchain. «Le principe du recyclage, en urbanisme, fait référence à une approche (...) qui s'attache à imaginer un nouvel usage au bâti inoccupé, notamment du point de vue des sites et des bâtiments, qu'ils soient patrimoniaux, industriels ou autres. En matière de politique culturelle, il s'agit de l'un des principaux leviers pour créer un nouvel équipement ou développer de nouveaux usages (...). Cette manière de faire s'inscrit dans l'un des principes fondamentaux du développement durable : réemployer la matière existante.»

1 - Ce Forum a rassemblé en 2008 et 2009, sous l'impulsion du Rassemblement des artistes et acteurs culturels de Genève (RAAC), artistes et acteurs culturels, fonctionnaires des départements concernés, élues et élus, représentant-e-s de partis politiques, citoyennes et citoyens amateurs de culture.

2 - Cf. Rassemblement des artistes et acteurs culturels, Art, culture et création, Propositions en faveur d'une politique culturelle à Genève, Genève, Editions Labor et Fides, 2009.

3 - Bureau MSV, juin 2107. www.ge.ch/document/8596/telecharger

4 - Cf. Fil de l'Arve Etude exploratoire pour la planification de lieux culturels le long de l'Arve entre la Pointe de la Jonction et la route des Acacias, juillet 2019 www.ge.ch/document/etude-fil-arve

5 - Cf. Office fédéral du développement territorial, Culture et créativité pour le développement durable Bonnes pratiques pour les collectivités publiques, ARE, 2017

URBANISME CULTUREL UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA VILLE

MATTHIAS LECOQ
PRÉSIDENT DE VIVRE
AUX EAUX-VIVES - VAEV

À l'heure où les villes font face à des défis complexes – densification, réchauffement climatique, inégalités sociales – l'urbanisme culturel offre des perspectives innovantes pour repenser le cadre de vie urbain.

Il s'agit d'une approche de la planification urbaine qui intègre la culture comme moteur de transformation des espaces publics. Il dépasse la simple intégration d'œuvres d'art ou d'événements dans la ville ; il repose sur la conviction que les espaces publics ne sont pas seulement des infrastructures fonctionnelles, mais des lieux d'échange, de rencontre, et d'expression collective. Ils doivent être animés, habités, investis par des pratiques diverses qui peuvent faire l'objet d'un travail de programmation : festivals, spectacles de rue ou diverses animations. Cette approche prône un urbanisme inclusif, où la culture devient un vecteur d'appropriation citoyenne.

La ville de Nantes s'est par exemple réinventée grâce à une stratégie ambitieuse, articulée autour de grands projets artistiques. Le plus emblématique est sans doute celui de l'île de Nantes et de ses *Machines*, qui a transformé un ancien site industriel en un espace public spectaculaire. Nantes a su mobiliser les acteurs culturels, les urbanistes et les habitants pour construire une ville où l'art n'est pas un simple ajout décoratif, mais un véritable moteur d'innovation sociale et urbaine. Ainsi, Le *Voyage à Nantes* transforme l'espace public en un musée à ciel ouvert. L'art est ici utilisé pour rythmer le quotidien, pour créer des parcours urbains qui mêlent patrimoine et création contemporaine.

À Genève, l'urbanisme culturel est encore en émergence avec certaines initiatives, notamment du PAV avec les projets du *Fil de l'Arve* ou de *l'Étoile* et l'expérimentation en cours du *PAV living room* qui propose diverses interventions artistiques pour explorer les potentialités du territoire. La planification urbaine prend en compte la dimension culturelle et cela préfigure une ville où la culture, loin d'être périphérique, est intégrée dès la conception des projets urbains.

Néanmoins, Genève doit encore surmonter certaines tensions. Les relations entre les acteurs culturels, les commerçants et les autorités sont parfois conflictuelles, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terrasses ou les événements de nuit. Ces tensions montrent que l'échelle de la rue et de la place est encore un espace de débat, où les usages culturels doivent être négociés pour éviter les nuisances tout en préservant l'animation. Mais des pistes existent pour renforcer cette dynamique. Une meilleure coordination entre les différents acteurs, une gestion plus souple des rythmes urbains, et une programmation culturelle régulière à l'échelle des quartiers pourraient faire de Genève une ville plus vivante et plus attractive. À l'image de Nantes, Genève a la possibilité de devenir une ville où l'urbanisme culturel contribue à renforcer le lien social et à redéfinir l'espace public comme lieu de rencontre, d'expression et d'innovation. Une ville où l'on peut jouer et interagir est une ville qui respire !

www. athp.ch
www. vaev.ch

LA CULTURE – UN ENJEU ESSENTIEL AUJOURD'HUI

MICHEL POMATTO
CONSEILLER ADMINISTRATIF
GRAND-SACONNEX

La culture est l'un des fondements de notre humanité et représente un extraordinaire outil de cohésion sociale. Elle permet l'accès à la connaissance et favorise la réflexion, le débat, l'échange, la liberté d'expression et la pluralité des points de vue.

Elle occupe une place centrale dans notre canton tant par sa dimension économique, financière que professionnelle, son lien avec des formations et des institutions de qualité reconnues à l'extérieur de notre canton et de notre pays. Les formations en lien avec la culture et ses différents domaines, que ce soit les arts vivants comme le théâtre et la danse, les arts visuels, les arts appliqués, le cinéma ou la musique jouent un rôle majeur dans le paysage éducatif et dans les filières professionnelles offertes sur notre canton.

Selon une étude mandatée par la Ville de Genève en 2023, le secteur créatif et culturel constitue un pan important de l'économie cantonale. Il rapporte près de 2,3 milliards de francs au canton, soit 4,4% de son PIB. Les industries culturelles et créatives représentent 5.4% des emplois du canton et 6.2% en Ville de Genève contre 5,2% en Suisse.

Après l'initiative constitutionnelle 167 acceptée par 83,18 % de la population genevoise le 19 mai 2019 et à la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique du 23 juin 2023, l'Etat a lancé maintenant la consultation du règlement d'application (LPCCA). L'élaboration de ce règlement, auquel L'association des communes genevoises et la Ville de Genève ont participé, précise concrètement le rôle et les compétences du canton et des communes, établit un cadre pour la mise en œuvre d'une politique culturelle concertée et améliore les conditions des personnes travaillant dans le secteur culturel. Ce règlement semble être bien perçu par les milieux concernés et permettra de clarifier la place des uns et des autres. La consultation et la concertation avec l'ensemble des milieux concernés est un élément central mis en place afin de coordonner et mettre à jour les axes et les lignes directrices d'une politique culturelle.

Les communes jouent un rôle essentiel. Avec la Loterie Romande et des fondations, elles contribuent de manière importante et significative à financer l'offre culturelle et les lieux culturels. L'association des communes genevoises a augmenté son enveloppe culturelle du fond intercommunal de 1'000'000 à 1'500'000 CHF. Ce fond intercommunal comporte actuellement des conventions sur 3 ans, bientôt renouvelées (704'000 CHF), des subventions pour des projets soutenus et portés par les communes (796'000 CHF), l'aide à la culture LRT (170'000 CHF) et le fond culturel transfrontalier (50'000 CHF). Une somme de 120'000 CHF est également consacrée à la création.

Avec l'acceptation de la loi pour la promotion de la culture et de la création artistique et son futur règlement d'application, l'association des communes genevoises est en train d'actualiser sa directive interne relative aux critères d'octroi de l'enveloppe culturelle et de repenser la place des conventions qui pourraient être s'articuler avec celles de la Ville de Genève et du canton. Le contrôle et le respect des normes salariales légales ont également été renforcés dans l'octroi des subventions malgré la difficulté dans le domaine culturel d'établir des règles, des conventions de travail ou des usages.

La mise en place pour chaque commune d'une stratégie culturelle en concertation, si nécessaire, avec le canton et les autres communes pour sa mise en œuvre est une demande à prendre en compte aujourd'hui et qui favorisera la notion de politique coordonnée demandée par l'initiative 167.

Malgré ces avancées importantes dont l'effort du canton et des communes pour soutenir le monde de la culture et afin de ne pas voir la richesse et la diversité de l'offre culturelle de notre canton s'affaiblir, la mise en œuvre «d'un pourcent culturel» permettrait de fixer un objectif financier et d'affirmer une réelle ambition pour répondre pleinement à l'article 216 de la constitution.

NUMÉRO 64

CAUSES COMMUNES